

# Contents )

2
4
8
10
14
18
22
28
32
36
40
44
46
50
52
56

# Une vie digne pour tous

### Mot de Meryame Kitir, ministre de la Coopération au développement et de la Politique des Grandes villes

Après des décennies de baisse continue, les niveaux de pauvreté mondiaux ont augmenté en 2020. La Banque mondiale estime que la pandémie de Covid-19 plongera plus de 120 millions de personnes dans la pauvreté absolue. En Afrique, jusqu'à 30 millions d'enfants pourraient être touchés. De plus, à cause de la disponibilité limitée des vaccins dans la plupart des pays en voie de développement, une reprise inégale se fait jour, encore exacerbée par le changement climatique.

Nous avons maintenant, plus que jamais, besoin de solidarité et de coopération internationales pour lutter contre les causes de la pauvreté et de l'inégalité. Nous sommes tous dans le même bateau.

En Belgique, BIO, Enabel et les ONG peuvent réaliser beaucoup ensemble. De façon plus générale, nous nous alignons avec nos partenaires européens et nous participons à

Team Europe, pour que l'UE et ses États membres unissent leurs forces pour un soutien collaboratif aux personnes qui souffrent à la suite de la crise.

La politique de développement belge ne se base pas sur la charité mais sur la coopération pour atteindre des solutions durables. Il s'agit de personnes, pas de structures. La lutte contre les effets de l'épidémie de Covid-19 est un défi supplémentaire pour l'aspiration de BIO d'atteindre des moyens d'existence décents, durables partout où elle investit. Les inégalités basées sur le genre et la race, le changement climatique et la réponse aux besoins alimentaires d'une population croissante sont quelques-uns des autres défis.

En tant qu'investisseur dans des coopératives, des PME et d'autres entreprises privées dans des pays en voie de développement, BIO peut leur fournir un soutien puissant pour surmonter la crise et atteindre mon ambition en matière de développement durable. Le secteur privé est fondamental dans notre lutte contre le changement climatique. Nous avons besoin de plus d'investissements dans l'énergie renouvelable et des réseaux de distribution pour éliminer les combustibles fossiles polluants et améliorer l'accès à l'électricité. Sans électricité, la tombée de la nuit implique l'arrêt de toute activité productive, elle empêche les parents de travailler et les enfants d'étudier, ou elle les oblige à utiliser des lampes au kérosène toxiques ou à dépendre de générateurs diesel qui empoisonnent le monde et

propre santé. Il s'agit d'une occasion et d'une obligation claires pour BIO dans cette transition économique et écologique attendue depuis longtemps.

mettent en danger leur

«Soulignons le
rôle de la solidarité
humaine dans la
construction d'une vie décente
pour tous sur une planète saine.
Nous devons travailler ensemble
pour atteindre les Objectifs de
Développement Durables et
garantir l'avenir que nous
voulons.»

**Ban Ki-moon** 

Un autre secteur où l'entrepreneuriat privé est essentiel est l'agriculture. L'importance de chaînes de valeurs agricoles fonctionnelles ne peut pas être sous-estimée, tant dans les régions rurales qu'urbaines. En combinaison avec le travail décent pour des salaires décents, un recours réfléchi aux ressources et le respect pour l'environnement, nous pouvons garantir la durabilité de ce secteur. Une attention particulière est également nécessaire pour les petits exploitants agricoles, souvent la seule source d'alimentation pour les communautés isolées et défavorisées.

En plus de ces préoccupations thématiques, je voudrais exprimer ma gratitude pour les efforts de BIO en 2020 en vue de sauvegarder le plus d'emplois possibles en aidant ses clients à survivre à la crise. Il est important de se remémorer que BIO ne fait pas seulement attention à la quantité, mais également à la qualité, et procure des salaires équitables ainsi que la sécurité sociale pour les employés des entreprises en portefeuille.

En temps de crise, les groupes les plus défavorisés, démunis et discriminés, comme les femmes, souffrent souvent le plus. Il me réjouit de voir que BIO adopte une perspective de genre dans ses projets et qu'elle aborde même le sujet sensible des risques de violences et d'harcèlements basés sur le genre.



Finalement, j'ai hâte de visiter nos pays partenaires et de voir comment BIO, en partenariat avec les autres acteurs présents dans le développement, peut continuer à avoir un impact sur les populations locales. Comme l'a dit Ban Ki-moon, ancien secrétaire général des Nations Unies : « Soulignons le rôle de la solidarité humaine dans la construction d'une vie décente pour tous sur une planète saine. Nous devons travailler ensemble pour atteindre les Objectifs de Développement Durables et garantir l'avenir que nous voulons. »

# Par-delà l'éclipse

### Mot de Luuk Zonneveld, Directeur Général

Fournir des colis alimentaires ainsi que de l'assistance psychologique à quelques 240.000 familles en Tunisie pendant le mois de ramadan. Augmenter la capacité des hôpitaux privés en Ouganda pour traiter l'afflux de patients. Faire des projets pour la production de vaccins en Afrique. Des diminutions de salaires et des heures de travail réduites volontaires pour éviter des licenciements... Voici quelques-unes des solutions créatives trouvées par les clients de BIO pour chasser les ombres de l'éclipse de la Covid-19.

Partout dans le monde, 2020 restera dans l'histoire comme l'année de la Covid-19, l'année où le virus a semé le chaos, touchant la vie et les proches de millions de personnes, et obscurcissant l'avenir économique.

31 nouveaux investissements approuvés pour un montant total de EUR 168 M et 21 investissements signés pour un montant total de EUR 194 M

14 subventions en Assistance Technique approuvées pour augmenter l'impact des projets d'investissement

240.000 emplois directs et 3,1 millions d'emplois indirects soutenus par les 144 investissements en cours.

10 prêts entièrement remboursés et 1 investissement en fonds propres clos

La création d'une Emergency Financing Facility de EUR 50 M

EUR 1.062 M de capital d'investissement total atteint (+4 %)

Injection de capital de EUR 56 M par l'État belge, dont EUR 25 M pour la lutte contre le changement climatique

BIO enregistre une perte de EUR 14,6 M

Premier closing du SDG Frontier Fund à EUR 25,3 M et 4 premiers investissements signés Les gens et les entreprises ont payé un lourd tribut. Les pertes étaient substantielles, les tragédies humaines particulièrement aiguës. C'est pourquoi nous, au sein de BIO, avons pris des mesures extraordinaires pour assister et soutenir nos entreprises en portefeuille et leurs collaborateurs afin d'atténuer les effets de cette pandémie et les aider à survivre à la crise.

Un groupe de travail EDFI sur l'investissement, créé avec nos homologues institutions de financement du développement (IFD), a mené à bien notre réponse à l'urgence en émettant des directives pour des moratoires et autres mesures de crise. Nous avons travaillé de concert avec les autres IFD pour négocier des mesures adéquates pour les clients en détresse. Nous avons élaboré des directives pour maintenir la continuité des opérations de nos clients et nous les avons partagées avec nos homologues IFD pour les distribuer à leurs clients aussi. Au sein de BIO, nous avons créé une Emergency Financing Facility pour fournir du capital rapidement ; plus de 20 % de la facilité de EUR 50 M avait été engagé à la fin de l'année. Heureusement, grâce à ces moratoires, directives, réorganisations et injections de capitaux, la plupart de nos entreprises en portefeuille survivent à la crise. La diligence raisonnable sur le terrain pour évaluer de nouvelles opportunités d'investissement étant devenue impossible, nous avons réussi à trouver plusieurs alternatives à distance, avec du soutien local. Après

Luuk Zonneveld

une brève absence d'Abidjan et de Nairobi, nos officiers de liaison sont retournés à leurs postes et ont contribué significativement à la prospection, la diligence raisonnable et la préparation de nouveaux investissements. Leur contribution a aidé BIO à prendre de nouveaux engagements à hauteur de EUR 168 M en 2020. Ce montant est inférieur à l'objectif initial de EUR 200 M, mais il est supérieur à ce à quoi nous nous attendions en temps de pandémie.

L'éclipse de la Covid-19 nous a lancé de véritables défis. L'effet économique de la Covid-19 se reflète dans les résultats financiers. C'est donc sans surprise que BIO affiche une perte de près de EUR 15 M pour 2020. Malgré les circonstances extrêmement déstabilisantes, nous avons découvert quelques lueurs d'espoir et de nouvelles opportunités, telles que les possibilités uniques pour la DigiTech, surtout en Afrique subsaharienne. La crise a également accéléré la numérisation de nos processus (financiers) internes et nous a incité à développer de nouvelles

procédures de travail, par exemple effectuer la diligence raisonnable à distance. Comme toujours, les crises sont d'excellentes occasions de promouvoir des changements (importants).

Le personnel de BIO preste
en télétravail depuis la mimars 2020. Nous collaborons avec nos
homologues IFD et d'autres investisseurs d'impact
belges pour soutenir les clients face à la crise de
Covid-19. BIO les a tous contactés pour écouter leurs
préoccupations. Le Business Development Support Fund a
fourni des subventions en Assistance Technique pour soutenir
des mesures sanitaires et de sécurité supplémentaires. BIO a
développé une note d'orientation environnementale, sociale et
de gouvernance (ESG) pour illustrer les bonnes pratiques pour la
gestion des aspects de santé et de sécurité.

Dans le cadre de la réponse de Team Europe à la pandémie de Covid-19, onze membres d'EDFI, l'association des institutions européennes de financement du développement, se sont associés à la Banque européenne d'investissement (BEI) pour créer une nouvelle initiative de financement dédiée à la Covid-19 par le programme existant des European Financing Partners (EFP). L'initiative de EUR 280 M soutient les institutions financières et les entreprises dans des pays en voie de développement et a assuré la poursuite des investissements des entreprises durant la pandémie.

Jetons donc, des locaux de nos nouveaux bureaux durables dans le bâtiment Spectrum à Bruxelles, un regard sur les perspectives par-delà l'éclipse.



Le cycle d'activités à long terme de BIO exige une vision à long terme et une perspective stratégique. En 2021, BIO continuera à soutenir ses clients à la suite de la crise. Nous continuerons à effectuer des prospections pour de nouveaux investissements, spécifiquement avec l'aide de nos officiers de liaison locaux. La crise nous a montré que nous pouvons prévoir des modalités pour la diligence raisonnable au cas par cas ; sur le terrain et à distance, en embauchant des experts locaux ou en coopération avec d'autres IFD. Nous avons



l'intention de faire un tiers de nos investissements dans des fonds de private equity. Et nous viserons une deuxième levée de capitaux pour le SDG Frontier Fund pour permettre à plus d'investisseurs institutionnels de co-investir avec BIO.

Au sein de BIO, nous avons pris des mesures extraordinaires pour assister et soutenir nos entreprises en portefeuille et leurs collaborateurs afin d'atténuer les effets de cette pandémie et les aider à survivre à la crise.

Par définition, les éclipses sont temporaires. La lumière du soleil reviendra plus lumineuse que jamais après sa courte absence.

|a|

### Développements de la société

### Théorie du changement

BIO a développé une nouvelle Théorie du changement (Theory of Change), une méthodologie pour définir comment ses activités d'investissement contribuent à la réalisation du développement social et économique. En fournissant une description détaillée de la participation de BIO à l'Agenda 2030 des Nations Unies, elle aide les parties prenantes à mieux comprendre les activités de BIO et sa contribution aux Objectifs de développement durable (ODD). Le cadre complet est disponible sur le site web de BIO.

### Évaluation externe de la lutte contre le changement climatique

Chaque année, BIO fait réaliser une évaluation externe. Le rapport 2020-2021 évalue dans quelle mesure les activités de BIO combattent le changement climatique et en atténuent les effets, en appliquant une perspective de genre, étant donné que le changement climatique touche les genres différemment. L'étude permettra de mieux comprendre la contribution actuelle et possible de BIO à la résilience au changement climatique. Elle fournira des directives concrètes sur la meilleure manière de tenir compte des risques et des adaptations au changement climatique. Elle identifiera des opportunités pour réduire la vulnérabilité des clients de BIO aux risques du

changement climatique, entre autres au moyen de subventions du Business Development Support Fund. Le rapport définitif est prévu en automne 2021.

### Déontologie et intégrité

BIO souhaite promouvoir une culture de responsabilité sociale des entreprises et de communications ouvertes. C'est pourquoi, le 25 mai 2021, BIO a adopté une politique pour garantir que ses activités sont réalisées avec la plus haute déontologie et intégrité possible. La politique comprend une mise à jour du code de conduite, de la charte d'intégrité et du dispositif de réclamation de l'entreprise, et une nouvelle politique de lanceur d'alerte.

### Transparence

L'accès public aux informations qu'elle gère fait pour BIO partie intégrante d'un engagement efficace avec toutes ses parties prenantes. C'est pourquoi, le 26 mai 2021, le Conseil de BIO a approuvé une politique de transparence et de divulgation. Son objectif principal est de définir les informations divulguées de manière correcte, complète, compréhensible, pratique, abordable et en temps opportun et également de définir le degré de confidentialité des informations divulguées. La politique est disponible sur le <u>site web</u> de BIO

### Anciens et nouveau gardiens

En août 2021, un nouveau Conseil d'Administration a été nommé par Arrêté Royal. La nouvelle présidente est Mme Géraldine Georges, le nouveau vice-président M. Pieter Verhelst. Les autres membres du nouveau Conseil d'Administration sont: Mme Samira Bersoul, M. Jean-Christophe Charlier, Mme Laurence Christians, M. Walter Coscia, Mme Annelies De Backer, Mme Aline Godfrin, M. Illias Marraha, M. Peter Moors, M. Frédéric Van der Schueren et Mme Annuschka Vandewalle.

Les membres sortants, promoteurs exemplaires de la mission et des valeurs de BIO depuis 2014, ont joué un rôle déterminant lors de la négociation du premier contrat de gestion de BIO avec l'État belge et dans le doublement des activités de BIO au cours de leur mandat de sept ans et demi.

### Une équipe équilibrée

En 2020, lors du confinement causé par la Covid-19, 13 nouveaux employés ont rejoint BIO. Cela porte à 72 le nombre total d'employés, avec un équilibre parfait entre les genres. Il y a également autant de femmes que d'hommes dans les cadres moyens et supérieurs. BIO est fière de compter désormais des employés de 10 nationalités différentes.

Bureaux de liaison

En 2020, BIO a mis en place des bureaux locaux à Abidjan et Nairobi afin d'augmenter sa capacité de prospection directe en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Même si, en raison des mesures sanitaires. les représentants locaux de BIO n'ont pas pu se déplacer en personne aussi souvent que planifié, ils se révèlent cruciaux pour contacter des entreprises locales qui auraient autrement beaucoup plus de difficultés à solliciter des investissements et à établir une connexion avec d'autres investisseurs d'impact et de clients potentiels dans leurs régions. En Afrique de l'Est. BIO a accordé 22 millions de dollars en dettes subordonnées à KCB Bank Kenya afin de soutenir des PME et des crédits verts. En Afrique de l'Ouest, BIO a conclu, entre autres, des investissements dans Advans Côte d'Ivoire et XpressGas au Ghana.

### Chez nous dans Spectrum

Le 1<sup>er</sup> juillet 2021, BIO a déménagé son siège social dans le tout nouvel immeuble Spectrum à Bruxelles près de la place Madou. Les nouveaux bureaux offrent un environnement de travail avec une excellente luminosité et beaucoup d'espaces ouverts pour encourager la communication et la coopération internes dans un immeuble

> passif. Spectrum est considéré comme un des espaces de travail les plus sains de Bruxelles.

## Récits de la pandemie

#### **Enda Tamweel**

En décembre 2020, BIO a investi 1,2 million de TND (environ 354.000 euros) supplémentaires en fonds propres dans Enda Tamweel, une institution de microfinance pionnière en Tunisie. Sa mission est d'autonomiser financièrement les ménages marginalisés, et plus spécifiquement les femmes et les jeunes. Depuis sa création en 1990, Enda a soutenu près de 900.000 personnes et a attribué plus de 3 millions de prêts pour un montant total de 4.734 millions de TND. L'entreprise a un réseau étendu de 102 agences partout dans le pays et 5 agences mobiles qui lui permettent d'atteindre même ses clients les plus éloignés. Fin 2020, Enda avait un portefeuille de EUR 175 M.

Pendant la crise sanitaire, après un scan des clients affectés par la crise, Enda a organisé des « sessions d'écoute » avec ses clients afin d'arriver aux solutions les mieux adaptées à leurs situations. Enda leur a également fourni du soutien commercial financier ainsi que non-financier, y compris des services numériques et des conseils d'experts adaptés aux besoins de leurs entreprises. Ce soutien était en particulier destiné à assurer la survie des entreprises pendant et après la pandémie de Covid-19.

Enda Tamweel a participé aux efforts nationaux pour lutter contre la Covid-19 et, avec Enda Inter-Arabe, d'autres organisations de la société civile et le Ministère des affaires sociales de Tunisie, elle a lancé l'initiative Yed-Yed qui soutient les communautés les plus vulnérables du pays en fournissant des colis alimentaires à quelques 240.000 familles, spécifiquement pendant le mois de ramadan.



### Marginpar

Je m'appelle Richard Fernandes, CEO de Marginpar, un producteur spécialisé dans les fleurs uniques sur les versants du mont Kenya. La première semaine de l'épidémie de Covid-19, nous avons dû prendre des mesures draconiennes. Malheureusement, nous n'avons pas pu garder notre personnel saisonnier, nous n'avons donc pas renouvelé les contrats arrivant à échéance. Grâce à notre culture 'Hamuka' axée sur les gens – « nous cultivons les gens, nos gens cultivent les fleurs » – nous avons pu retenir tout notre personnel permanent. Nos employés ont présenté une proposition pour que personne ne soit licencié, car tout le monde travaillerait moins d'heures. Ils gagnaient moins d'argent, mais tout le monde a au moins pu continuer de gagner un salaire. La direction a également accepté une baisse de salaire. Aujourd'hui, nous sommes revenus à 100 % de nos employés permanents travaillant à temps plein à un salaire complet. Nous communiquons beaucoup sur l'importance d'un environnement de travail sain dans les fermes, mais qu'est-ce qui se passe lorsque les employés retournent à la maison ? Pour connaître la réponse, nous contactons les communautés et nous les soutenons pour nous assurer qu'ils suivent des pratiques sûres.

Kenya a une population de 45 millions d'habitants qui doivent pouvoir manger à leur faim.

Tout le monde ici vit au jour le jour et le gouvernement ne vous paie pas d'allocation si vous ne travaillez pas. Voilà la grande différence avec l'Europe. Des amis à ma fille à Londres ne pouvaient pas travailler et étaient payés lorsqu'ils étaient à la maison. Cela ne se passe pas ici en Afrique. Vous voyez donc de la résilience ici. Nous avons une population jeune, bien formée, selon des normes africaines. Il se passe beaucoup de choses et les personnes ne se découragent pas. Elles s'occupent de toutes sortes de choses avec une fantastique

choses avec une fantastic innovation. C'est ce que j'aime dans l'Afrique et en particulier dans les Kényans.

### **XSML**

Je m'appelle Jarl Heijstee, cofondateur et associé directeur de XSML. Nous gérons plusieurs fonds africains, BIO a participé dans deux de ces fonds : African Rivers Fund I et III.

Lorsque la pandémie de Covid-19 a éclaté en mars 2020, l'Ouganda et la RDC sont entrées en confinement strict. Exploiter des entreprises devenait difficile. Les revenus ont chuté et les magasins étaient fermés. C'était également le cas pour la plupart de nos entreprises en portefeuille, avec comme importante exception la vente au détail. Les restaurants et les bars étaient fermés, les gens dépensaient donc plus d'argent dans leurs courses alimentaires, par conséquent les supermarchés ont atteint de meilleurs résultats. La vente au détail représente un tiers de notre portefeuille, c'était une lueur d'espoir pendant cette période pour le reste très difficile.

D'autres étaient moins chanceux. Le secteur des soins de santé a connu un fort impact car les gens n'allaient plus à l'hôpital. En outre, il était difficile pour le personnel médical de se rendre au travail vu que les transports en commun étaient à l'arrêt et qu'on devait disposer d'un permis spécial pour pouvoir conduire. Les hôpitaux ont dû être très créatifs dans la gestion des coûts et de

la logistique supplémentaires.

Maintenant, en 2021, les soins de santé prospèrent et font à nouveau preuve d'une forte croissance sous-jacente.

TMR Hospital, par exemple, est un des rares hôpitaux privés en Ouganda autorisés à traiter les patients atteints de Covid. Les hôpitaux publics sont débordés, le gouvernement a donc permis à TMR de traiter des patients atteints de Covid au service de soins intensifs. Dès que TMR a été approuvé, nous avons investi dans le service de soins intensifs et nous avons ajouté deux respirateurs. Avant ces investissements, l'Ouganda n'avait que 60 lits dans les services de soins intensifs. Cela peut sembler peu, mais grâce à l'addition de 3 lits, TMR dispose maintenant de 10 % de la capacité entière du pays.

Médecins de Nuit en RDC s'est également remis des difficultés de 2020, vu que le dépistage de la Covid-19 et le traitement des patients (di Uwumbha) atteints de Covid ont générédes

atteints de Covid ont générédes revenus. Les pharmacies de détail telles qu'Ecopharm, par ailleurs, continuent à souffrir à cause du couvrefeu et de la limitation des heures d'ouverture.

Pendant le confinement, XSML a proposé un rééchelonnement à la plupart de ses clients pour leur donner un peu de sérénité lorsqu'ils étaient occupés à assurer leur survie. Les plans de paiement ont été reportés et on a fourni quelques petits prêts de fonds de roulement supplémentaires. Grâce à une subvention d'un de nos investisseurs, nous avons pu acheter des équipements de protection individuelle pour nos investissements en soins de santé et nous avons même eu l'opportunité d'aider d'autres hôpitaux dans la région.

Maintenant que le confinement est terminé, le personnel de l'hôpital peut, à nouveau, utiliser les transports en commun pour se rendre dans l'hôpital et il n'y a plus besoin de permis spéciaux. En ce qui concerne les autres mesures, j'estime que moins d'un pourcent de la population porte toujours un masque, même dans les supermarchés.

Ici, on est plutôt réticent à recevoir le vaccin, partiellement à cause de l'attention négative sur le sujet d'Astra Zeneca dans la presse en Europe – seul 2 % de la population en Ouganda et en RDC a reçu le vaccin jusqu'ici. Récemment, à cause de la deuxième vague de Covid, la demande pour les vaccins a toutefois augmenté, mais se heurte à la disponibilité limitée de vaccins.

Il est possible de produire des vaccins en Afrique. Il y a quelques très bons fabricants de vaccins en Ce qui est
important est de
rendre les vaccins
disponibles et de
convaincre la population
qu'ils sont sûrs et
bénéfiques.

Afrique du Sud. Et ici en Ouganda, il y a Cipla Chemical, le plus grand fabricant de médicaments antirétroviraux contre le VIH, dans la lignée des normes de la FDA. Même si cela prend du temps à être installé, avec le matériel et des formations corrects, il est possible de produire des vaccins contre la Covid-19 ici.

Aujourd'hui, ce qui est important est de rendre les vaccins disponibles et de convaincre la population qu'ils sont sûrs et bénéfiques. Il s'agit d'une mission pour le gouvernement ainsi que pour les entreprises privées. Les hôpitaux et les cliniques s'emploient activement à promouvoir les vaccins auprès de leurs communautés. Les entrepreneurs et le personnel de nos hôtels et restaurants sont très enthousiastes pour recevoir le vaccin parce qu'il est tout à fait logique de point de vue économique de se faire vacciner, leurs clients se sentiront notamment plus en sécurité. À un certain moment, ce sera un atout commercial d'avoir une équipe entièrement vaccinée pour faire la différence avec des concurrents.

# Résultats d'impact

Vers le développement économique :

ODD8 : Travail décent et croissance économique ODD9 : Industrie, innovation et infrastructure

Les entreprises directement financées par BIO emploient 108.752 personnes. Ces entreprises directement financées soutiennent\* encore 2,1 millions d'emplois, soutenant 19 emplois indirects pour chaque emploi direct.

Les entreprises financées indirectement emploient encore 131.787 personnes et soutiennent\* encore 1 million d'emplois.

### Emplois créés

	Financés directement	Financés indirectement	
Emplois directs	108.752	131.787	240.539
Emplois indirects soutenus	2.107.447	1.011.955	3.119.402
	2.216.199	1.143.742	3.359.941

Les 40 institutions financières directement financées par BIO soutiennent des prêts et des services financiers à des centaines de milliers de micro, petites et moyennes entreprises. Leur portefeuille total de prêts en cours a augmenté de 16 % en 2019 pour atteindre près de EUR 50 milliards, suivi d'un accroissement de l'accès de ces entreprises aux crédits et de leur utilisation, dépôts et paiements. Le portefeuille total de prêts en cours des institutions financières indirectement financées par BIO s'élevait à EUR 14,7 milliards en plus.

BIO finance 41 entreprises liées à la technologie par 4 fonds de capital-risque, qui se concentrent sur des entreprises de technologie en plusieurs secteurs tels que la HealthTech, l'EdTech et la FinTech.

Toutes
les données sur
l'impact – sauf indication contraire
– sont basées sur le portefeuille de BIO
d'investissements en cours le 31.12.2019. Ces
données proviennent des clients de BIO, cela peut donc
prendre du temps pour les collecter et les traiter et elles ne sont
pas toujours aussi complètes que nous le souhaiterions.

\*Toutes informations sur les « emplois soutenus » sont des estimations basées sur le modèle JIM. Celui-ci se réfère aux emplois créés grâce à l'achat local de biens et aux services intermédiaires, aux dépenses de salaires et l'octroi de prêts et la fourniture d'énergie par des entreprises et d'autres organisations bénéficiant des investissements de BIO.

### Joint Impact Model

Au cours des deux dernières années, BIO a créé, avec d'autres institutions de financement du développement (IFD), le Joint Impact Model (JIM) – un outil pour mesurer les effets économiques des investissements et pour fournir des estimations de leurs effets indirects. Ce modèle commun est également un accomplissement important vers l'harmonisation des pratiques de mesure d'impact parmi les IFD.

En plus d'estimer les effets indirects, le JIM donne également une idée des effets facilitateurs au cœur des investissements dans des institutions financières et l'infrastructure énergétique – l'électricité produite et les prêts fournis qui permettent aux entrepreneurs de fonctionner, d'embaucher des employés, de fabriquer des produits, de payer des impôts...

Le modèle aide à identifier les investissements avec l'impact le plus important. Les effets sur l'emploi, par exemple, des investissements directs de BIO dans les PME sont supérieurs à la moyenne, en grande partie en raison des secteurs et pays où ils sont effectués ; par exemple, des fabricants de produits alimentaires dans des pays tels que le Bénin, le Ghana, le Rwanda, le Sénégal et le Vietnam sont des sources d'emploi supérieures à la moyenne.

Le modèle sera encore amélioré au cours des prochaines années et sera encore plus fiable, complet et convivial, avec l'addition d'autres dimensions d'impact comme la qualité des emplois.



Vers le développement inclusif : ODD5 : Egalité entre les sexes ODD10 : Inégalités réduites

Pendant sa première année d'adhésion, BIO a contribué à hauteur de 95.422.568 EUR au 2X Challenge – un appel par un groupe international de banques de développement à mobiliser collectivement 3 milliards de dollars en engagements en vue de contribuer l'émancipation des femmes.

Des 108.752 personnes employées par des entreprises financées directement, 41.194 sont des femmes. Les entreprises indirectement financées emploient encore 42.503 femmes.

Huit institutions financières dans le portefeuille de BIO ont une base de clients de microcrédit comprenant plus de 50 % de femmes – cinq ont presque uniquement des clientes.

Près de 30 % des investissements en cours de BIO étaient dans les pays les moins développés et plus de 10 % dans des états fragiles – principalement en Afrique.

Les entreprises directement financées ont payé EUR 383,9 M à leur gouvernement. Si nous incluons les entreprises indirectement financées, nous obtenons un résultat total de EUR 676,8 M en impôts et d'autres paiements au secteur public.

Le certificat Smart Campaign reconnaît que les clients sont correctement protégés contre les risques souvent associés avec le microfinancement. Il garantit la transparence des prix, veille à la durabilité et réduit le risque de surendettement. 8 des 18 IMF directement financées ont obtenu le certificat, ce qui assure que 55 % des microcrédits en cours sont couverts par les principes de protection des clients. BIO soutient activement des IMF, entre autres en Côte d'Ivoire et au Sénégal, pour se préparer à la certification Smart Campaign.

BIO finance directement 12 projets dans la chaîne de valeur agricole, soutenant indirectement des dizaines de milliers de petits exploitants agricoles. 13 entreprises agroalimentaires supplémentaires sont financées indirectement.

BIO a investi directement dans un projet proposant des formations secondaires qualitatives à des étudiants de la classe moyenne africaine et dans une maternité moderne pour un hôpital privé situé en RDC – ainsi qu'indirectement, entre autres, dans une entreprise fabriquant des produits pharmaceutiques de base.

### Vers le développement durable :

ODD7: Energie propre et d'un coût abordable ODD12: Consommation et production responsables

BIO investit directement dans 18 projets d'énergie – dont 15 sont renouvelables, dont trois se focalisent sur l'efficacité énergétique – et indirectement dans 68 projets par des fonds d'investissement spécialisés, avec une capacité installée respective de 1.727 MW et 3.403 MW.

Les projets directement financés ont produit 6.694 GWhs d'électricité en 2019, ils répondaient aux besoins énergétiques de 23,8 millions de personnes – dont 40 % dans des PMA.

Plus d'un million de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> – environ les émissions d'une voiture diesel ayant parcouru 6 milliards de kilomètres – ont été évitées par des investissements directs dans l'énergie renouvelable, avec encore un demi-million tonnes des investissements indirects.

Au moyen de son Business Development Support Fund, BIO a soutenu le développement de pratiques agricoles durables pour Geuther Vietnam, Puratos Grand Place Vietnam et Niche Cocoa. Le BDSF a également cofinancé une formation et une analyse du marché sur le prêt vert pour Fidelity Bank Ghana. Depuis que les Nations Unies ont adopté les 17 Objectifs de développement durable en 2015, ils sont devenus des références pour des gouvernements, des industries et la société civile. En Belgique, BIO est membre de Shift, le point de rencontre national d'entreprises, et d'organisations publiques et de la société civile pour la durabilité. Par l'exemple, l'échange et des projets pilotes, The Shift aide à réaliser la transition à une société et une économie plus durables. BIO soutient et contribue également à tous les ODD, par ses investissements ainsi que par des partenariats avec ses parties prenantes.

Africa Forestry Fund II gère des plantations forestières et des activités en aval et a piégé plus de 20.000 tonnes d'équivalent CO₂ en 2019. Le piégeage du dioxyde de carbone est un processus où le dioxyde de carbone atmosphérique est retenu par des arbres, des herbes et d'autres plantes par la photosynthèse et piégé comme carbone dans la biomasse. Il s'agit d'une méthode de réduction du montant de dioxyde de carbone dans l'atmosphère avec l'objectif d'atténuer le changement climatique global.

Trois institutions financières directement financées proposent des prêts verts pour faciliter et soutenir des activités économiques écologiquement durables, pour un montant total engagé de EUR 832 M.

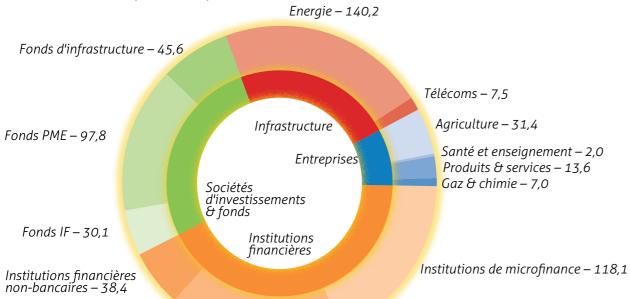
### Données financières des investissements

### Investissements en cours fin 2020 (en Mio)

	#	ASS	MOAN	Asie	ALC	Multi	Total	Capitaux propres	Prêts
Entreprises	23	€38,5	€-	€7,5	€8,1	€-	€54,0	€-	€54,0
Institutions financières	51	€112,4	€-	€60,5	€73,7	€27,3	€273,9	€62,0	€211,8
Sociétés d'investissements & fonds	54	€70,2	€17,6	€45,4	€26,7	€13,5	€173,5	€157,5	€16,0
Infrastructure	16	€63,9	€-	€46,9	€36,9	€-	€147,7	€3,0	€144,7
	144	€285,0	€17,6	€160,3	€145,4	€40,9	€649,2	€222,5	€426,6

ASS : Afrique subsaharienne MOAN : Moyen-Orient et Afrique du Nord ALC : Amérique latine et les Caraïbes

### Sous-secteurs en cours (en Mio EUR)

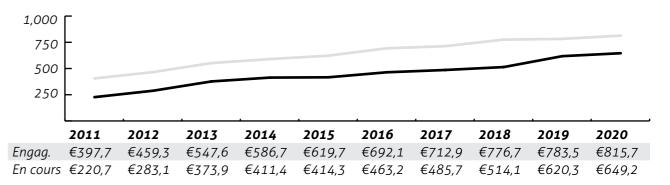


Banques commerciales – 117,4

### Engagement nets fin 2020 (en Mio)

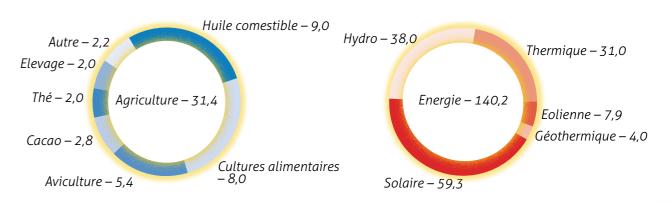
2118080		ices iiii z	0 <b>2</b> 0 (CIII	110)					
	#	ASS	MOAN	Asie	ALC	Multi	Total	Capitaux propres	Prêts
Entreprises	23	€42,0	€-	€7,5	€8,1	€-	€57,6		€57,6
Institutions financières	51	€113,4	€15,0	€62,7	€79,8	€27,5	€298,4	€62,5	€235,9
Sociétés d'investissements & fonds	54	€124,0	€26,2	€68,4	€40,9	€40,8	€300,2	€263,4	€36,8
Infrastructure	16	€73,9	€-	€48,6	€36,9	€-	€159,5	€3,0	€156,5
	144	€353,2	€41,2	€187,3	€165,7	€68,3	€815,7	€328,9	€486,8

### Historique d'engagement nets et investissements en cours à la fin de l'année en Mio



### Activités agricoles en course en Mio EUR

### Activités énergétiques en cours en Mio EUR



### Investissement signés en 2020 en Mio EUR

Projet	Montant	Secteur	Sous-secteur	Pays	Instrument	Signé
Excelsior Capital Vietnam Private Equity Fund (ECVPE)	8,2	Fonds	Fonds PME	Vietnam	Capitaux propres	01/2020
SDG Frontier Fund NV	6,3	Fonds	Fonds PME	Multi	Capitaux propres	03/2020
Pact Global Microfinance Fund	11,1	IF	IMF	Myanmar	Prêt	05/2020
Alterfin S.C.R.L./C.V.B.A.	3,0	IF	IFNB	Multi	Prêt	07/2020
Proximity finance	2,6	IF	IMF	Myanmar	Prêt	07/2020
Locfund Next LP	3,3	Fonds	Fonds IF	ALC	Capitaux propres	08/2020
VisionFund Myanmar Co., Ltd	4,8	IF	IMF	Myanmar	Prêt	08/2020
African Rivers Fund III, L.P.	5,7	Fonds	Fonds PME	Afrika	Capitaux propres	08/2020
Geuther Vietnam Co., Ltd.	2,5	PME	Prod. & Services	Vietnam	Prêt	09/2020
Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB)	1,1	IF	Banque com.	Burundi	Capitaux propres	09/2020
Centrale Solaire de Bir El Haffay S.A.	4,8	Infra	Energie	Tunisie	Prêt	09/2020
Locfund Next LP	4,9	Fonds	Fonds IF	ALC	Prêt	09/2020
EDFI Management Company	0,2	IF	IFNB	Multi	Capitaux propres	10/2020
Productera Cartonera Procarsa & Surpapelcorp	6,9	PME	Prod. & Services	Ecuador	Prêt	10/2020
Avi Niger	1,0	PME	Agriculture	Niger	Prêt	10/2020
Sociedad de Ahorro y Crédito Apoyo Integral, S.A.	8,2	IF	IMF	El Salvador	Prêt	10/2020
Enko Ed Ltd.	0,9	PME	Santé & enseignement	Afrique	Prêt	12/2020
European Financing Partners S.A.	15,0	Fonds	Fonds PME	Multi	Prêt	12/2020
KCB Kenya Ltd.	18,0	IF	Banque com.	Kenya	Prêt	12/2020
Ascent Rift Valley Fund II	5,7	Fonds	Fonds PME	Afrique	Capitaux propres	12/2020
Enda Tamweel SA	0,4	IF	IMF	Tunisie	Capitaux propres	12/2020

#### Investissements finalisés en 2020 (en Mio EUR)

Projet	Montant	Secteur	Sous-secteur	Pays	Instrument
ACEP Burkina Faso	1,5	IF	IMF	Burkina Faso	Prêt
African Minerals	0,7	PME	Industrie	Ouganda	Prêt
Africinvest	5,0	Fonds	Fonds PME	Afrique	Capitaux propres
Banco para la produccion y la comercializacion SA (Bancop)	3,4	IF	Banque com.	Paraguay	Prêt
Centre Médical de la Communauté (CMC)	2,6	PME	Santé	RD Congo	Prêt
Hidronormandia	8,0	Infra	Energie hydro	Equateur	Prêt
Hidrosierra S.A.	4,6	Infra	Energie hydro	Equateur	Prêt
Niche Cocoa Industry	0,4	PME	Agriculture	Ghana	Prêt
PT Mitra Bisnis Keluarga Ventura (MBK)	5,4	IF	IMF	Indonésie	Prêt
Rwanda Mountain Tea	2,0	Infra	Energie hydro	Rwanda	Prêt
Société de Distribution de Matériel Avicole S.A. (SEDIMA)	3,0	PME	Agriculture	Sénégal	Prêt

Sept des onze investissements terminés en 2020 ont atteint leur fin de vie naturellement et trois ont été remboursés anticipativement, ce qui signifie que les entreprises ont été couronnées de succès financier et ont pu rembourser leur prêt plus tôt que prévu, ou qu'elles ont parvenu à être refinancées dans le marché financier ordinaire – ce qui traduit l'effet catalyseur des IFD. Outre ces résultats financiers positifs, les investissements de BIO ont également eu d'autres résultats positifs ::

- Mithra Bisnis Keluarga (MBK) a obtenu le certificat Smart Campaign cela signifie qu'elle adhère aux principes de protection des clients, ce qui réduit le risque de surendettement ;
- SEDIMA a aidé à réduire l'importation de volaille au Sénégal qui a diminuée de 100 % entre 1990 et 2020 ;
- Ensemble, Hidrosierra et Hidronormandia ont évité 142.888 tonnes de CO<sub>2</sub> en 2019;
- Le Centre Médical de la Communauté (CMC) a construit une nouvelle maternité, qui a vu naître 200 bébés en 2020 ;
- Niche Cacao est devenu le premier transformateur de cacao 100 % privé du Ghana et s'étend en Allemagne et aux États-Unis ;
- ACEP Burkina Faso a triplé le nombre de ses employés et doublé le nombre de filiales ;
- Les installations hydroélectriques à petite échelle de Rwanda Mountain Tea contribuent pour plus de 15.000 MWh par an au réseau national.



On s'attend à ce que les perturbations dans les systèmes économiques, alimentaires et de santé causées par la pandémie de Covid-19 continuent à aggraver toutes les formes de malnutrition. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires estime qu'encore 140 millions de personnes ont été plongées dans la pauvreté absolue à la suite de la pandémie. Selon le Programme alimentaire mondial le nombre de personnes dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë a presque doublé jusqu'à 265 millions.



BIO
soutient les
entrepreneurs dans
toute la chaîne de valeur
agricole, des fabricants
aux consommateurs, pour
contribuer à la création
d'emplois et donner
un coup de pouce à
l'économie.

Éradiquer la faim et la malnutrition est un des défis les plus importants de l'humanité. Afin de contribuer à nourrir la population mondiale croissante et à la sécurité alimentaire, spécifiquement pour les pauvres, BIO est un investisseur spécialisé dans l'agriculture, l'agroindustrie et l'agrosylviculture. BIO soutient les entrepreneurs dans toute la chaîne de valeur agricole, des fabricants aux consommateurs, pour contribuer à la création d'emplois et donner un coup de pouce à l'économie. S'ils n'ont pas d'effet négatif sur le marché alimentaire national, les investissements dans l'agriculture focalisée sur l'exportation sont également possibles.

En 2020, BIO a approuvé un investissement dans Phatisa Food Fund II et trois investissements dans des institutions de microfinance rurales en Inde, au Myanmar et au Nicaragua qui ciblent en particulier les petits agriculteurs. BIO a également investi dans Avi Niger, un projet d'aviculture et a attribué un prêt à Alterfin pour soutenir des coopératives agricoles en Afrique et en Amérique latine. Afin d'atteindre les agriculteurs locaux et les régions rurales, BIO soutient spécifiquement des « agrégateurs ». Il peut s'agir d'entreprises agricoles, de coopératives de cultivateurs, d'institutions financières ou même de fonds. Ils soutiennent généralement des cultivateurs locaux de différentes tailles et expériences, ou vendent des produits à des marchés locaux ou régionaux. Quelques exemples sont des fonds tels que le Fairtrade Access Fund et le Pact Global Microfinance Fund, des institutions financières telles que Financiera FDL au Nicaragua, Proximity Finance au Myanmar et des entreprises telles que Avi Niger, Babban Gona, Laiterie du Berger et JTF Madagascar. BIO envisage également des projets d'(agro)sylviculture avec un fort lien aux

### L'agriculture en ch<mark>iffres</mark>

Environ EUR 250 M d'investissements directs et indirects dans des PME, dont environ 1/3 sont des entreprises agricoles 16 investissements agricoles directs

Montant de l'investissement minimal de EUR 1 M



communautés locales et collabore étroitement avec AgriFi, Incofin et d'autres investisseurs d'impact spécialisés pour identifier des opportunités d'investissements agricoles supplémentaires.

Enfin, BIO utilise son programme de subventions pour soutenir ses clients dans le développement de leurs entreprises agricoles. Ceci comprend le développement de projets à petite échelle selon des normes internationales, la création de revenus et d'opportunités de formation pour des petits agriculteurs.

La plupart des œufs consommés dans le pays sont importés du Nigeria. La plupart du temps il s'agit de stock invendu, endommagé, ou surchauffé par de mauvaises conditions de transport dans des camions sans réfrigération.

### Avi Niger

Avi Niger est un nouveau projet d'élevage de volaille situé à Niamey, Niger. L'entreprise pionnière est le premier fournisseur d'œufs de poule frais à grande échelle et fournit des protéines à la population nigérienne en plus grandes quantités et pour un coût moindre. Le pays est un des pays les plus pauvres du monde, affecté par la famine et des troubles, où deux habitants sur trois vivent en dessous du seuil de pauvreté et plus de 40 pourcents de la population gagne moins d'1 USD par jour, cette entreprise est donc absolument nécessaire.

Avi Niger a démarré comme une ferme d'œufs ultramoderne, s'efforçant proactivement de respecter les normes de sécurité alimentaire de l'UE toujours plus strictes. Mais en août 2020, le niveau record de l'eau du fleuve Niger a causé une inondation des sites de production d'Avi Niger. Heureusement, la plupart des poules ont survécu et l'entreprise a pu limiter l'impact de l'eau sur ses installations. En février 2021, l'entreprise s'est remise et a à nouveau atteint sa pleine capacité, avec quatre cages en batterie pleines entièrement opérationnelles et des poussins dans le poulailler.

Mais en mars 2021, une pandémie de grippe aviaire H5N1 a frappé Niamey.

de sécurité en matière d'hygiène et de santé ultra modernes, toutes les poules d'Avi Niger étaient mortes dans les trois semaines. La Covid-19 est venue se rajouter à ce concours de circonstances.

Face à de telles catastrophes, Avi Niger a fait preuve d'une résilience étonnante. Elle pouvait compter sur BIO pour des conseils et, en octobre 2020, pour un prêt subséquent d'1 million de dollars. L'entreprise a également diversifié ses revenus par la production d'aliments pour animaux pour chameaux, vaches, poules, chèvres et moutons. De plus, grâce à ses clients réguliers et aux appels d'offres publics qu'elle continue à emporter (le bureau local d'Enabel est un de ses clients), Avi Niger peut survivre et se tourne vers l'avenir avec confiance.

L'entreprise de production d'œufs revit et elle crée à nouveau des emplois. Afin de prévenir des dégâts causés par des inondations futures – une certitude dans un monde secoué par les conséquences sans cesse croissantes du changement climatique – un nouveau mur entourant les locaux de l'entreprise sera construit. Afin de limiter l'impact de maladies – également une certitude – un audit profond des pratiques bio-sanitaires sera entrepris pour garantir les normes de qualité les plus élevées à l'avenir.

Grâce à une AT cosubventionnée par BIO, COSURCA (a) a formé plus de 800 producteurs dans des pratiques agricoles durables et les a aidés à obtenir le certificat biologique; (b) a planté 54.000 cacaoyers biologiques, diversifiant 108 fermes familiales; (c) a établi 11 écoles communautaires « Escuelas Campesinas de Agroecología » dans la région de Cauca.

### Fairtrade Access Fund

En 2020, BIO a accordé 350.000 euros en Assistance Technique à la Technical Assistance Facility (TAF) du Fairtrade Access Fund (FAF). FAF est un fonds en développement réglementé avec un engagement fort pour le développement durable qui propose des prêts à des coopératives, transformateurs et exportateurs agricoles qui travaillent principalement avec des petits exploitants. Le concept était considéré comme non viable sur le plan commercial, jusqu'à ce que FAF prouve le contraire et parvienne à un modus vivendi en ce qui concerne les objectifs de développement du fonds et sa durabilité financière. Le fonds soutient actuellement environ 250.000 agriculteurs durables et certifiés Fairtrade.

Le fonds investit dans des producteurs agricoles durables, des petites et moyennes entreprises agricoles et des IMF en Amérique latine et en Afrique. Ses clients travaillent avec plus de 90 % de petits exploitants agricoles, des producteurs ayant généralement moins de cinq hectares de terres.

Par exemple, la Cooperativa del Sur del Cauca (COSURCA) est une coopérative de producteurs certifiés biologiques, proposant du soutien financier, des services de traitement et d'exportation et des formations techniques à 1.400 familles en Colombie. En plus de générer des opportunités

économiques pour ses membres, COSURCA milite pour la paix et agit comme une plateforme éducative pour ses membres sur des problèmes en matière de santé, de sécurité alimentaire et d'écosystèmes locaux.

FAF a aidé COSURCA à opérer de manière plus efficace et à équiper les agriculteurs avec des stratégies concrètes face au changement climatique. La coopérative se concentre sur (1) la gestion financière, (2) la certification biologique, (3) la diversification des fermes et (4) l'établissement d'Escuelas Campesinas de Agroecología (ECAS), une plateforme destinée aux agriculteurs pour échanger des connaissances locales sur la gestion responsable des ressources naturelles.

Par l'ECAS, les agriculteurs partagent leur expertise, ces connaissances sont ensuite consolidées et partagées avec le reste de la communauté sous la forme de formations pratiques sur des sujets allant de l'irrigation et du drainage aux engrais biologiques et la biodiversité. COSURCA souligne

CoSurCa

ainsi l'importance de ne pas seulement préserver les écosystèmes locaux, mais également la culture, l'histoire et les connaissances locales.

Malgré les dispositions

Un autre investissement du FAF est Soprocopiv, une coopérative de café en Kivu, en RDC, qui était également soutenue par une Technical Assistance Facility.

### Soprocopiv

Je m'appelle Judith Kahindo Katavali, je suis une ingénieure agricole qui travaille pour Soprocopiv en tant que superviseur technique des agronomes. Soprocopiv est une coopérative avec 7.636 membres, ils sont tous producteurs de café avec des terres de 20 ares à 10 hectares. Les agriculteurs se trouvent dans les territoires de Lubero et de Beni, dans la région du Kivu en RDC. Mon travail consiste à coordonner les activités de nos agronomes sur le terrain, les conseiller sur l'achat de cacaoyers et sur la formation et, enfin mais surtout, prendre en charge toutes les certifications de durabilité.

Tous nos membres sont actuellement certifiés UTZ (dès lors partie de la Rainforest Alliance). Deux tiers d'entre eux cultivent du café Arabica et un tiers du Robusta. Tous nos membres cultivant du café Arabica ont reçu le certificat Fair For Life (FFL) en octobre 2020. De plus, nous sommes actuellement soumis à un audit pour la certification Fairtrade. Les acheteurs sont alors obligés de payer un prix pour le café permettant aux agriculteurs et à leurs familles de gagner un salaire décent. La Technical Assistance Facility du Fairtrade Access Fund d'Incofin nous aide

à obtenir cette certification Fairtrade de manière numérique, vu que notre région est difficile d'accès pour le processus de certification normal. Cette distance est également la raison pour laquelle nous voulons investir encore plus dans des stations de lavage du café locales et des nouvelles machines de dépulpage.

Avec le soutien de la Technical Assistance Facility du Fairtrade Access Fund, nous créons également des pépinières pour rajeunir les vieux vergers de caféiers, pour augmenter la productivité – et les revenus – de nos membres. Et parce que le café est une récolte saisonnière, nous étudions actuellement d'autres activités pouvant générer des revenus pour nos agriculteurs et leurs familles. Nous voudrions également investir dans l'infrastructure, des écoles et l'accès facile aux services de santé de qualité.

Finalement, nous voulons introduire des microcrédits à court terme pour nos membres. Cela permettra aux membres ayant des terres plus vastes de payer pour des ouvriers et aidera les agriculteurs en difficulté entre les récoltes. Nous serions les premiers à le faire, vu qu'il n'y a pas d'autres institutions financières dans cette région.

### Cultivateur de café

Je m'appelle Kambale Bonane Blessing.

Je suis un caféiculteur de Kirumba au
Nord-Kivu. Ma plantation comprend
environ 1.600 plantes et couvre
environ un hectare. Mes grandsparents ont planté ces champs
pendant l'occupation belge et
j'en ai hérités. Je vends mon café
Arabica à Soprocopiv. Je dépose mes
produits aux dépôts de collecte de
café, où, une fois certifié, Soprocopiv
nous payera le prix minimal équitable.
Les clients comprennent des entreprises
internationales en Belgique, en Allemagne,

aux Pays-Bas, en Suède, en Turquie et au Royaume-Uni et les prix que nous facturons dépendent de la qualité requise – entièrement lavé (K3), lavé (K4) ou K7.

« Même si j'ai étudié dur et j'ai obtenu mon diplôme d'État, je ne pouvais pas aller à l'université. Sinon j'aurais dû quitter mes terres – ma seule source de revenus – pour aller dans un centre urbain pour l'enseignement supérieur et je ne pouvais pas me permettre de faire cela. »

Kambale Bonane

#### **Fairtrade**

Je m'appelle Hendrik Draye et avec mon frère et mon cousin, je gère un supermarché local à Herent, en Belgique. Il y a environ 8 ans, je suis devenu ambassadeur du Fairtrade et j'en promeus les principes dans ma vie professionnelle.

Le label Fairtrade, et beaucoup d'autres labels durables, ne se limitent pas à « payer des revenus plus élevés aux agriculteurs ». Il s'agit de soutien, de savoir-faire, de mettre en place des entreprises et des coopératives comme fondements des communautés, de penser et travailler au long terme, de nourrir et former les familles et les communautés. Le Fairtrade doit être une histoire structurelle.

Notre contribution, en tant que détaillant, est de proposer des produits de Fairtrade aux clients à un niveau correct, pour que les produits soient visibles de manière telle que des clients qui n'en ont jamais entendu parler soient plongés dans l'histoire

du commerce équitable.

## Climat et énergie

141 ans après que Thomas Edison a inventé l'ampoule, 13 pourcent de la population mondiale n'a toujours pas d'accès à l'électricité. Alors que ce chiffre a diminué progressivement au cours du dernier siècle et demi, la pandémie de Covid-19 a renversé cette tendance. En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes sans accès à l'électricité devrait à présent augmenter, ce qui nous éloigne encore de l'objectif d'accès universel pour 2030.

Des investissements énormes, tant publics que privés, dans l'infrastructure énergétique et le financement climatique sont nécessaires, surtout dans les pays en développement. Mais cela en vaut la peine, parce qu'en plus de fournir de l'électricité et de lutter contre le changement climatique, le secteur de l'énergie renouvelable crée des emplois et contribue au développement économique.

Parmi les investissements de BIO dans le secteur énergétique, 15 sont dans le domaine du renouvelable. Ils vont de l'énergie géothermique, hydroélectrique et éolienne à l'énergie solaire. Ils ont aidé à éviter 1,5 millions de tonnes d'émissions de CO<sub>2eq</sub> et ils soutiennent un total estimé de 187.050 emplois.

En complément à l'énergie renouvelable, BIO investit également, directement et indirectement, dans l'innovation et l'efficacité énergétique - comme 3. la revalorisation des déchets et le remplacement de matériel vétuste et nocif pour l'environnement par des alternatives plus efficaces du point de vue énergétique.

D'ici 2022, les 15 membres
de l'Association des European
Development Finance Institutions - EDFI
(institutions européennes de financement du
développement) aligneront tous leurs nouveaux
investissements sur les objectifs de l'Accord de Paris
sur le climat et banniront donc tout investissement
dans le charbon et le pétrole. D'autres combustibles
fossiles, tels que le gaz, disparaîtront progressivement,
jusqu'à ce qu'ils soient également bannis, d'ici 2030. D'ici
2050, les portefeuilles des EDFI atteindront l'objectif des
zéro émissions nettes.

BIO, en particulier, n'a jamais investi dans le charbon et a cessé d'investir dans le pétrole en 2015. Elle a totalement banni les nouveaux investissements dans tout combustible fossile à compter de juillet 2021.

BIO utilise sa vaste expérience dans l'énergie renouvelable pour aider à atténuer le changement climatique et cible différents types de transactions :

- les projets d'énergie renouvelable plus importants où BIO investit avec d'autres investisseurs impact;
- les projets à petite échelle où BIO prend le devant. Bien qu'ils soient très complexes en raison de leur taille plus réduite, ils sont extrêmement pertinents dans la lutte contre le changement climatique;
- le soutien aux entreprises hors-réseau proposant des solutions innovantes à des ménages et des PME n'ayant pas d'accès à l'énergie fiable et abordable.

#### **Gestion E&S**

BIO promeut les meilleures pratiques E&S pendant les phases de construction et d'opération des projets d'énergie. Ceci peut être fait par l'implémentation d'une évaluation d'impact E&S, par l'établissement de plans d'investissement pour les communautés et par l'engagement de personnel dédié pour la gestion en matière de santé et de sécurité, pour servir de liaison avec les communautés et pour effectuer des études et du monitoring en matière environnementale. Pour les projets hors-réseau qui fournissent des connexions d'électricité individuelles, BIO exige également l'adoption de principes de protection des clients spécifiques au secteur afin de garantir des prix et des ventes équitables, un bon service client et des produits de bonne qualité.





### Bir El Haffey

En 2020, BIO a investi dans la construction d'une centrale solaire de 10 MW en Tunisie. Bir el Haffey. Il s'agit d'un des premiers grands projets d'énergie photovoltaïque en Tunisie, un pays qui souffre d'un déficit d'électricité, où la demande dépasse largement l'offre. Une fois qu'elle sera opérationnelle, la centrale d'énergie produira 18.000 MWh d'électricité propre par an, desservant 12.465 personnes. Le projet améliorera également la part d'énergie renouvelable dans le mix d'énergies en Tunisie et il est prévu que le projet permettra d'éviter 8.000 tonnes d'émissions de CO<sub>2ea</sub> par an. Outre le prêt d'environ EUR 7 M destiné à financer la construction de la centrale et sa connexion au réseau national, le projet a également bénéficié de 15.000 euros d'Assistance Technique du BDSF de BIO pour évaluer les risques environnementaux et sociaux (E&S) qui étaient spécifiquement visés dans le contrat de prêt.



### Fonds de private equity

Deux fonds de private equity dans le portefeuille de BIO – Social Investment Managers and Advisors LLC (SIMA) et Beyond The Grid Solar Fund (Sunfunder) – se focalisent exclusivement sur l'amélioration de l'accès individuel à l'électricité et plus spécifiquement à l'énergie solaire. Leurs 26 investissements financent, fabriquent et/ou distribuent des systèmes solaires domestiques individuels tout en adhérant aux principes de protection des clients.

Ces systèmes hors- réseau sont particulièrement adaptés aux régions rurales et éloignées qui n'ont pas accès à l'électricité ou sont sujettes à de fréquentes coupures d'électricité. La connexion au réseau principal dans de telles régions peut être très chère, et les systèmes solaires hors-réseau compensent cette dépense significative et fournissent une alternative durable aux options polluantes basées sur le kérosène.

SIMA est un des fonds d'investissement les plus importants dans le secteur solaire hors-réseau. Ses entreprises en portefeuille fournissent de l'énergie propre à plus d'1 million de personnes, ce qui réduit leur dépendance aux combustibles fossiles et a permis d'éviter 5,8 millions de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> jusqu'ici.

Sunfunder et SIMA sont membres de GOGLA, l'association professionnelle pour l'énergie solaire hors- réseau qui a également contribué activement à l'établissement un code de protection des clients pour toute l'industrie.

M. Bala Suleman de
Mataisia Town, Nigeria
est un client de d.light, une des
entreprises bénéficiaires de Sunfunder.
Il a découvert leurs lanternes solaires
par un ami et a décidé de les utiliser pour
augmenter la productivité de sa ferme de
poules. Normalement, chaque poule produit
dix à quinze œufs par mois. En utilisant ses
lanternes pour alimenter les poules pendant
la nuit, Bala se vante maintenant d'une
moyenne de trente œufs par mois. Il dispose
maintenant de sept lanternes, ce qui lui
permet aussi de faire des économies
sur les dépenses de kérosène et
de batteries.

### Réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de la société BIO

L'empreinte carbone de BIO a fortement baissé en 2020, principalement en raison d'une baisse importante dans ses déplacements professionnels causée par la pandémie de Covid-19. En 2019 BIO a émis 989 tonnes de CO<sub>2eq</sub>, mais en 2020 ces émissions ont diminué de 68 % à 321 tonnes.

BIO a compensé ses émissions en investissant dans un projet d'agrosylviculture en Zambie qui promeut l'agriculture durable et la conservation des forêts. Le projet soutient les agriculteurs par des méthodes agricoles qui sauvegardent la forêt et améliorent

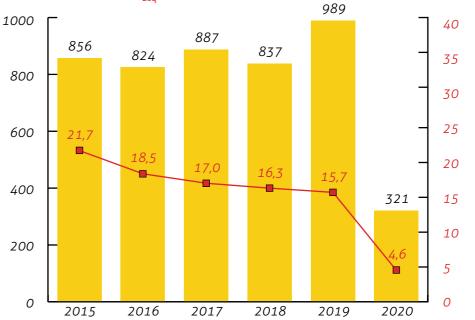
RESTORING WILDLIFF AND HABITAT IS OUR BUSINESS, CONSERVATION IS OUR CULTURE
The Nyalugwe Community Resource Board
Nyalugwe Conservation Trust

Leurs moyens d'existence. L'opportunité est donnée

NYALUGWE COMMUNITY GAME RANCH

leurs moyens d'existence. L'opportunité est donnée à d'anciens braconniers d'acquérir des compétences en matière de protection de la forêt et la faune, tout en leur assurant des revenus stables.





(31)

### Travail décent et protection sociale

Le secteur privé est la source principale de création d'emplois et de croissance économique, qui sont des éléments clés pour de meilleures conditions de vie et moins de pauvreté dans le monde en développement. C'est pourquoi BIO soutient activement et avec enthousiasme l'objectif de développement durable des Nations Unies relatif au travail décent et à la croissance économique (ODD 8). BIO et d'autres institutions de financement du développement (IFD) considèrent l'emploi comme un des objectifs primaires de tous leurs investissements.

Fin 2019, les investissements directs et indirects de BIO employaient plus de 240.000 personnes et ont en outre soutenu plus de 3 millions d'emplois.

#### Travail décent

BIO prête une attention particulière à la qualité des emplois qu'elle soutient. Après tout, les mauvais jobs ne sont pas durables. Dans les régions ou les secteurs où les emplois sont informels et où les conditions de travail posent problème, BIO insiste fortement sur la formalisation de l'emploi. Par une politique environnementale et sociale (E&S) active, BIO encourage ses clients à assurer un environnement de travail équitable, sûr et sécurisé pour les personnes qui travaillent pour eux, y compris dans des circonstances difficiles. La référence centrale de BIO pour le travail décent est la norme de performance 2 d'IFC (IFC-PS2) sur les conditions de travail. L'IFC-PS2 fixe des

objectifs ambitieux en ce qui concerne le traitement équitable, la non-discrimination et l'égalité des chances des travailleurs. Elle exige également que les entreprises établissent, maintiennent et améliorent les relations et le dialogue entre les travailleurs et le management et elle promeut la conformité à la législation nationale sur l'emploi et le travail. La norme exige des entreprises qu'elles protègent les travailleurs, y compris les catégories vulnérables comme les travailleurs migrants, les femmes et les travailleurs engagés par des tiers et elle promeut des conditions de travail sûres et saines. Enfin, l'IFC-PS2 interdit le recours au travail forcé ou d'enfants.

Les contrats de BIO stipulent que ses entreprises en portefeuille doivent adhérer à ces principes, et assurer que leurs fournisseurs, clients et/ou les entreprises dans lesquelles elles investissent à leur tour aient des systèmes en place pour en faire de même. Selon la situation financière des entreprises, la mise en conformité peut également être progressive – comme défini dans le plan d'action environnemental et social (PAES) joint à chaque contrat d'investissement. BIO exige également que les entreprises clientes adhèrent à toutes les réglementations et conventions locales et internationales pertinentes, telles que les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Lorsque BIO détecte des risques relatifs aux conditions de travail, un PAES contraignant est inclus dans le contrat d'investissement. En 2019 et 2020, c'était le cas pour 86 % des projets d'investissement direct signés. Ces PAES concernent généralement les processus et politiques RH, la santé et la sécurité des opérations et des améliorations à la représentation des travailleurs.

BIO
encourage ses
clients à assurer
un environnement de
travail équitable, sûr et
sécurisé pour les personnes
qui travaillent pour eux,
y compris dans des
circonstances
difficiles.

Enfin, le Business Development Support Fund (BDSF) de BIO propose des conseils et du soutien technique pour la gestion E&S. Cela comprend des conseils en matière de normes d'emploi et de travail ainsi que le développement de compétences locales et le renforcement de la gestion du personnel.

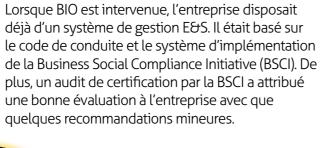
### Normes de performance d'IFC



### **Geuther Vietnam**

En 2020, BIO a accordé un prêt de EUR 2,6 M à Geuther Vietnam Co., Ltd. Geuther fabrique des barrières de sécurité en bois pour enfants et des meubles en bois massif pour bébés. La demande pour ses produits de qualité de haut niveau augmente progressivement. C'est pourquoi l'entreprise a décidé d'investir dans un nouveau site de production qui soutiendra 185 emplois et créera encore 170 emplois avant la fin de 2024. Tous les employés sont locaux. Un tiers d'entre eux ont un faible niveau d'éducation. Avec l'encouragement de BIO. Geuther Vietnam se focalisera maintenant sur les bonnes pratiques E&S et le transfert de savoirfaire.

Aujourd'hui, 80 % des employés de Geuther ont un compte bancaire, comparé à 40 % avant l'implication de BIO.





Malgré la bonne performance de l'entreprise, BIO a tout de même identifié des démarches supplémentaires à entreprendre pour améliorer la santé et la sécurité au travail (S&ST), ainsi que les conditions de travail en général. BIO a donc insisté sur des mesures concrètes pour améliorer le design des machines de Geuther et la sécurité de ses travailleurs. BIO a également demandé à l'entreprise d'obtenir la certification ISO 45011 liée à la S&ST. D'autres exigences comprenaient des contrats à long terme pour les employés, ainsi qu'un soutien aux employés pour ouvrir un compte bancaire pour le paiement de leur salaire. Aujourd'hui, 80 % des employés de Geuther ont un compte bancaire, comparé à 40 % avant l'implication de BIO. Enfin, BIO exige une certification BSCI indépendante annuelle.

Pour v arriver, BIO a accordé deux subventions d'assistance technique (AT). La première subvention d'AT (5.929 EUR) a été accordée pour aider l'entreprise à obtenir les certifications ISO 45001 et ISO 14001. La deuxième AT (31.044 EUR) était destinée à augmenter l'efficacité de l'entreprise et sa réactivité aux besoins du marché. Cela a été réalisé en introduisant la gestion de production allégée dans toute l'organisation. Cela devrait finalement mener à une augmentation de la productivité et de la rentabilité, ainsi qu'à une amélioration du bien-être et de la sécurité des employés actuels et futurs de Geuther.

L'Organisation internationale de normalisation (ISO) est une organisation non-gouvernementale, indépendante qui élabore des normes internationales soutenant l'innovation et apportant des solutions aux enjeux mondiaux.

ISO 45001 spécifie les exigences pour un système de gestion de la santé et de la sécurité au travail (S&ST) et fournit des lignes directrices pour son utilisation, et ISO 14001 spécifie les exigences relatives à un système de gestion environnementale.



Ccommercial pour les investissements dans la numérisation. De plus, de nouveaux développements permettent aux pays en développement de sauter des étapes sur le chemin pris par les nations industrialisées vers la numérisation de leurs économies et sociétés, ce qui leur permet de les rattraper plus rapidement en termes de croissance économique. Utiliser la numérisation pour le développement peut même les aider à prendre les devants lors du prochain grand changement.

L'Afrique est passée de 87 millions d'abonnements de téléphonie mobile en 2005 à 714 millions en 2015, ce qui représente une multiplication par huit en dix ans. Dans l'industrie bancaire, les personnes dans des régions rurales sans agences passent d'une situation où elles n'avaient pas accès aux banques à celle où elles peuvent obtenir des services financiers complètes en ligne. Nous sommes témoins d'une révolution numérique. Les services bancaires mobiles et les portefeuilles mobiles remplacent les points d'accès financiers traditionnels comme les agences ou même les cartes de crédit ou de débit. Et cette tendance se reflète dans les offres des clients de BIO. Une grande part des entreprises dans lesquelles elle investit n'est tout simplement plus intéressée par les cartes – qu'elles soient en or, en

platine ou autre.

### Enquête numérique

BIO a analysé le progrès numérique des institutions financières dans son portefeuille en 2019. Cette enquête numérique a aidé BIO à mieux comprendre les opportunités et les obstacles auxquels les institutions financières étaient confrontées.

- Les institutions de microfinance et les petites institutions financières connaissaient les besoins les plus importants.
- BIO doit tenir compte du progrès d'une entreprise sur la voie de la numérisation lorsqu'elle envisage de nouveaux investissements.
- BIO doit évaluer le niveau de numérisation de son portefeuille et identifier les risques potentiels.

BIO collabore avec d'autres investisseurs sur l'adaptation numérique et la structuration de programmes d'AT. Elle discute avec la société civile de la numérisation de l'industrie de l'inclusion financière et s'engage sur le dernier sondage numérique réalisé par le Consultative Group to Assist the Poor (CGAP), un think tank indépendant qui œuvre pour l'émancipation des personnes dans la pauvreté.

Un exemple d'une IMF qui entreprend des démarches dans le processus de numérisation avec le soutien de BIO est FINCA Malawi, qui se focalise sur le financement de microentreprises dans le commerce, les services et l'agriculture, et qui a octroyé près de 40.000 prêts en 2020. Grâce au financement de BIO, FINCA peut installer des canaux de financement sans agences tels que des services d'agent et elle développe également les transferts, épargnes et prêts mobiles.

Institutions de microfinance et petites institutions financières

Les opportunités de numérisation à travers diverses industries sont répandues dans les économies en développement. C'est pourquoi BIO évalue le potentiel de numérisation pour chaque investissement envisagé.

L'inclusion financière – c'est-à-dire le fait de rendre les services financiers plus accessibles, moins chers et plus adaptés aux populations moins bien desservies – étant un des objectifs clés de BIO, BIO se focalise sur l'assistance aux entreprises qui bénéficieraient le plus de la numérisation, telles que les institutions de microfinance et les petites institutions financières. Comme ces institutions estiment souvent que la numérisation est trop chère et pas rentable, BIO les soutient dans leurs défis opérationnels, stratégiques, technologiques, culturels et de familiarisation. C'est par la numérisation que ces institutions pourront continuer à faire croître l'inclusion financière de manière durable.



Une stratégie complémentaire de BIO est d'investir dans les fonds qui se focalisent sur la numérisation, y compris des fonds de capital-risque. Leurs bénéficiaires high-tech sont souvent encore dans leur phase de lancement ou de développement précoce et ont presque exclusivement accès à des investissements de fonds spécialisés dans la numérisation. Ces nouvelles entreprises se concentrent généralement sur l'AgriTech, l'EdTech, la FinTech ou la HealthTech.

En 2020, BIO a investi dans quatre de ces fonds spécialisés, qui ont soutenu un total de 47 entreprises liées à la technologie. Omnivore Partners India Fund 2, par exemple, investit dans de jeunes entreprises technologiques en Inde actives dans l'économie alimentaire, agricole et rurale. Un autre exemple intéressant est Kaizen Private Equity II, qui se focalise sur des projets EdTech qui facilitent l'offre éducative de qualité à un prix accessible.

### Assistance technique

Sur base des connaissances croissantes résultant de l'enquête numérique qu'elle a réalisée, BIO a commencé à soutenir ses clients institutions financières au moyen de programmes d'assistance technique (AT) sur mesure. Le Business Development Support Fund de BIO subventionne la numérisation des processus internes, des produits et des services. Il aide également à sécuriser et protéger les informations à caractère personnel des clients. Il y a un besoin urgent pour de telles AT adaptées, focalisées sur la numérisation, tout en prévoyant des formations et des études afin d'assurer que les nouveaux canaux et produits

Deux projets d'AT numériques ont déjà été implémentés. Banco Solidario, un des leaders de la microfinance en Equateur, devait identifier les meilleurs canaux de distribution mobiles pour servir ses clients existants et de nouveaux clients potentiels. Le deuxième projet, ACEP Group, est un réseau d'institutions de microfinance présent dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest, qui a développé une stratégie numérique globale pour offrir des services en ligne à ses clients.





Aucun pays au monde n'a encore atteint l'égalité des genres, malgré le progrès des dernières années. Pire encore, on ne s'attend pas à ce qu'un pays l'atteigne avant 2030. Les femmes sont toujours une minorité dans les positions de pouvoir et en politique. Elles sont également les plus touchées par la pandémie de Covid-19, en raison des charges familiales accrues et le risque de violence. Vu que de telles inégalités en matière de genre constituent un obstacle important au développement durable et inclusif et peuvent nuire gravement aux entreprises, les institutions de financement du développement (IFD) telles que BIO ont intensifié leurs efforts pour les réduire.

#### **Gender scan Institutions Financières**

En 2020, BIO a effectué un scan de la dimension genre pour les institutions financières au sein de son portefeuille, qui représentent environ deux tiers des investissements directs de BIO. Vu que ces institutions comprennent la plupart des leaders, entrepreneurs, ouvriers et consommateurs directement impactés par BIO, elles représentent un énorme potentiel pour améliorer l'égalité des genres. L'objectif de cette étude était de mieux comprendre où les clients de BIO se situaient en termes d'égalité des genres, de mieux faire connaître le sujet et de découvrir dans quelle mesure BIO pouvait encore soutenir ses clients dans la promotion de l'égalité des genres.

De manière générale, les institutions de microfinance (IMF) semblent être les championnes en matière de genre. Elles satisfont presque toutes aux critères 2X. Il est intéressant de noter que les IMF qui se focalisent sur la clientèle féminine n'obtiennent pas nécessairement de bons résultats en matière d'emploi et de leadership des femmes. Ceci démontre les limites de se focaliser sur un seul critère au lieu d'adopter une perspective de genre plus multi-dimensionnelle.

Le scan de la dimension genre a contribué à la sensibilisation en matière de genre au sein des institutions financières dans le portefeuille de BIO et a permis d'identifier des opportunités d'amélioration. Tous les répondants sont à présent intéressés et disposés à mettre des programmes « genre » en place et BIO a hâte de les soutenir avec de l'assistance technique pour, entre autres, le développement de produits destinés aux femmes, des formations de leadership et le développement d'une stratégie

### Violences et harcèlements basés sur le genre

En 2020, BIO a organisé quatre ateliers pour ses clients dans le secteur de l'infrastructure abordant le thème des violences et harcèlements basés sur le genre. Plus de cinquante participants se sont informés sur ses causes profondes, sur les problèmes spécifiques à l'infrastructure, sur les démarches clés pour effectuer une évaluation des risques sensible au genre et sur l'importance d'un planning sensible au genre.

Ils ont appris que le secteur privé doit répondre aux violences et harcèlements basés sur le genre d'une manière plus proactive. Ceux-ci ne nuisent pas uniquement aux femmes, mais peuvent également engendrer des risques réputationnels, juridiques et commerciaux pour les entreprises. C'est pourquoi les ateliers se concentrent sur les manières d'atténuer les risques qui y sont associés.

Les violences et harcèlements basés sur le genre touchent tout le monde. Ils sont conduits par une dynamique de pouvoir inégale, ce qui explique l'incidence élevée de victimes féminines. En temps de crise, dans les pays fragiles ou dans les industries dominées par les hommes telles que l'infrastructure, le risque de violences et d'harcèlements basés sur le genre augmente.

Dans les projets d'infrastructure, l'afflux d'une main d'œuvre masculine temporaire peut nuire aux femmes dans les communautés hôtes. Si les violences et harcèlements basés sur le genre ne sont pas gérés, ceux-ci peuvent entraîner des traumatismes pour la communauté, des coûts de règlement élevés, des inefficiences dans le cadre du projet, voire l'annulation du projet. La prévention, la détection et la réaction sont essentielles.

Par exemple, une étude à Bhilai, en Inde, a dévoilé que même si un travailleur sur trois dans la construction est une femme, celles-ci font souvent l'objet de harcèlement et d'exploitation sexuels de la part de leurs supérieurs, des entrepreneurs et des propriétaires des sites. Les femmes qui étaient chef de ménage et avaient des enfants étaient particulièrement à risque d'exploitation sexuelle et économique. En Inde, le stéréotype règne que les femmes qui travaillent dans le secteur sont « sexuellement disponibles » et « impures », ce qui fait que les travailleuses sont confrontées au harcèlement et aux insinuations à caractère sexuel, ce qui à son tour provoque la jalousie et la violence de leurs partenaires masculins à la maison.

### 2X Challenge

Le 2X Challenge est une initiative des IFD des pays du G7 qui, en 2018, ont invité toutes les IFD à investir un montant audacieux de USD 3 milliards dans des entreprises et des projets qui font des efforts substantiels en faveur de l'égalité des genres et de l'émancipation économique des femmes. Deux ans après son lancement, les IFD avaient mobilisé près de USD 12 milliards dans le cadre du 2X Challenge – le quadruple de l'objectif original. Au début de 2021, le compteur a été remis à zéro et un nouvel objectif de USD 15 milliards a été lancé.



Le Challenge comprend plusieurs critères qui aident les membres à identifier les initiatives en matière de genre. Pour entrer en compte pour le 2X Challenge, un client doit déjà (s'engager à) répondre à au moins un des critères suivants

- L'entrepreneuriat entreprise fondée par une femme qui maintient un rôle actif OU une participation de plus de 51 %;
- Le leadership 25 % de femmes dans le senior management OU 30 % dans le conseil ou le CI;
- L'emploi au moins 40 % employées ET une politique ou un programme qui répondent aux obstacles à l'emploi de qualité des femmes (audelà de ceux requis par la loi ou la conformité locale);
- La consommation fournir des produits destinés aux besoins uniques des femmes, qui répondent à un problème qui touche disproportionnellement les femmes ou dont les femmes sont en majorité clientes ou bénéficiaires.

Pendant sa première année d'adhésion, BIO a contribué EUR 94 M au défi.

BIO identifie activement les actions pouvant atténuer les risques genre et elle discute du potentiel d'amélioration avec ses clients. Le Business Development Support Fund (BDSF) de BIO soutient également les programmes d'égalité en matière de genre, tels qu'un scan de la dimension genre des ressources humaines d'une entreprise ou des formations sur le leadership féminin. BIO s'assurera que tous ses nouveaux projets d'investissement soient examinés de manière approfondie du point de vue du genre.

### **Fundación Espoir**

BIO a investi – à travers un investissement en fonds propres de USD 4 M, un prêt d'USD 1 M et plus d'USD 300.000 d'assistance techniquedans le Local Currency Microfinance Fund II. Ce fonds a, à son tour, investi dans Fundación Espoir (FE).

FE est une ONG équatorienne spécialisée dans le microcrédit. La plupart de ses clients travaillent dans le secteur informel, la prestation de services ou la vente d'aliments, souvent dans la rue. La plupart d'entre eux sont des femmes, qui sont souvent le principal générateur de revenus pour le foyer.

L'égalité des genres est inhérente à la vision et la mission de FE. Le machisme est endémique en Amérique latine. Il est enraciné dans la culture. Il persiste dans l'écart salarial, dans les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées chaque jour. Mais cela pousse les femmes également à faire mieux, à avancer, à contribuer plus, à changer la mentalité et à lutter contre les préjugés machistes.

65 % des 398 employés de FE sont des femmes. 80 % de tous les postes d'encadrement chez FE sont occupés par des femmes. Claudia Moreno, son directeur exécutif adjoint et une femme, deviendra le prochain CEO.

Lorsqu'elle s'est lancée dans la microfinance en 1993, FE ciblait exclusivement les clientes féminines. Il y a 10 ans, l'entreprise a toutefois décidé, eu égard à ses principes d'équité et d'égalité, d'atteindre tous les segments vulnérables et défavorisés de la population équatorienne – y compris les hommes, qui comprennent maintenant environ 15 % de ses clients.

## **Business Development Support Fund**

Afin de croître et prospérer, générer des emplois et développer de l'expertise, les entreprises ont souvent besoin non seulement d'investissements sur mesure, mais également de compétences et de savoir-faire pour augmenter la performance de leur entreprise et améliorer les pratiques de développement commercial durable à tous les niveaux.

Par des subventions du Business Development Support Fund, BIO cofinance l'assistance technique (AT), les études de faisabilité (EF) et le soutien à l'investissement. Les subventions du fonds permettent également aux entreprises d'améliorer leurs pratiques ESG et d'obtenir des certifications et des labels spécifiques.

### Projets d'AT approuvés en 2020 (en EUR)

Nom	Pays	Région	Montant approuvé par le Comité de Crédit
ACEP group	Multi	ASS	12.565,0
Adenia Capital III	Multi	ASS	100.000,0
Agri vie	Multi	ASS	350.000,0
AHIBA	Honduras	ALC	32.744,6
Alterfin	Multi	Multi	20.125,0
Azalaï	Mali	ASS	29.727,5
CMC	RDC	ASS	11.839,1
Geuther	Vietnam	Asie	5.928,6
Geuther	Vietnam	Asie	32.579,6
JTF	Madagaskar	ASS	17.463,5
Kaizen	Multi	Asie	300.000,0
Solarnow	Ouganda	ASS	27.000,0
Varthana	Inde	Asie	14.396,0
Zoscales	Ethiopie	ASS	350.000,0

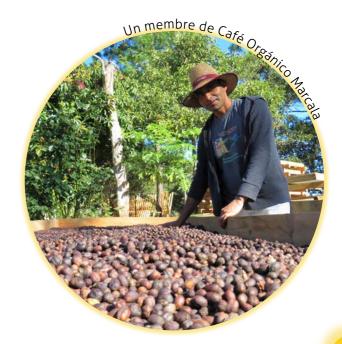
1.304.368,9

### La Facilité d'Assistance Technique du Fairtrade Access Fund

La Facilité d'Assistance Technique (TAF) fait partie intégrante de la stratégie d'investissement du Fairtrade Access Fund (FAF). Elle dispose de EUR 3,5 M pour soutenir les bénéficiaires (potentiels) du FAF pour atteindre leur potentiel de développement. Cette facilité aide à :

- améliorer la productivité et/ou la qualité des récoltes des petits exploitants agricoles;
- améliorer la capacité des petits exploitants agricoles à se conformer aux processus de certification du Fairtrade et commerce durable;
- développer la capacité des bénéficiaires (potentiels) du FAF, en particulier des organisations de producteurs, de gérer leur entreprise effectivement et efficacement en améliorant la gestion, la gouvernance et les compétences de planification;
- renforcer la gestion des performances sociales et opérationnelles des bénéficiaires (potentiels) du FAF en implémentant des outils d'évaluation de pauvreté, des bases de référence sociodémographiques agricoles et des activités de profilage;
- contribuer à un secteur agricole équitable par le partage de connaissances en développant et élaborant des études de cas, des études thématiques et des événements d'apprentissage.

Café Orgánico Marcala au Honduras est un exemple de projet soutenu par la TAF. La TAF soutient la production d'engrais biologiques pour augmenter la durabilité financière de la coopérative, atténuer les impacts environnementaux négatifs de la production de café et encourager la diversification de la ferme. Un autre exemple est l'entreprise Ten Senses au Kenya, où des logiciels et des applications mobiles sont introduits pour améliorer la productivité des agriculteurs et pour soutenir la rentabilité de la filière cajou de Ten Senses.





#### EDFI – unir les forces contre la crise de Covid

À la suite de la Covid-19, environ 19-22 millions d'emplois seront probablement perdus en Afrique, et les restrictions commerciales limitent également l'accès au matériel sanitaire et aux produits alimentaires. Le secteur privé a été gravement touché, et le tourisme, l'industrie et les autres marchés se contractent considérablement, ce qui a un impact immédiat sur les vies et le bien-être des populations vulnérables. Tandis que les gouvernements européens ont pris des engagements financiers à grande échelle pour soutenir leurs propres marchés, la plupart des gouvernements africains ne disposent pas des ressources nécessaires pour soutenir leurs économies dans la même mesure.

Le soutien ciblé pour le secteur privé est la pièce manquante de la réponse mondiale à la crise en développement en Afrique. Idéalement, les gouvernements et actionnaires des IFD devraient rediriger des fonds d'aide existants aux IFD pour le secteur privé et assouplir les critères de crédit pour que les IFD puissent prendre plus de risques et engager significativement plus de financement, par exemple à travers un fonds de garantie.

EDFI est une
association de 15
institutions de financement
du développement européennes
bilatérales. Sa mission est de
promouvoir la coopération entre
ses membres et de renforcer leur
relation avec les institutions de l'Union
européenne, principalement avec la
Commission européenne et la Banque
Européenne d'Investissement.
BIO est membre d'EDFI
depuis 2001.

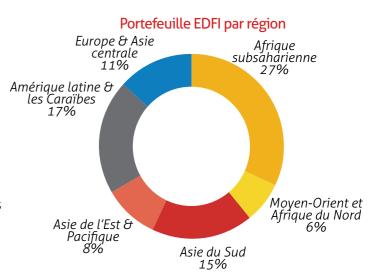
C'est pourquoi, en 2020, des membres d'EDFI - y compris BIO - ont collaboré pour fournir et mobiliser des milliards de dollars de financement pour aider le secteur privé à fournir du matériel médical critique, assurer l'accès au capital pour les MPME et renforcer les chaînes d'approvisionnement mondiales qui alimentent des millions de travailleurs dans les pays en développement. Les membres d'EDFI ont également augmenté leurs movens à long terme pour restructurer et reconstruire des entreprises dans les secteurs les plus touchés, y compris le transport, le tourisme, les chaînes d'approvisionnement alimentaire et la logistique – toujours en maintenant un œil attentif sur leurs objectifs en matière de genre et de climat. La technologie est également un point d'attention, avec l'objectif d'augmenter la connectivité numérique pour les personnes vulnérables et mobiliser la technologie pour améliorer l'accès aux marchés et services.

En outre, onze membres d'EDFI, y compris BIO, ont uni leurs forces avec la Banque européenne d'investissement (BEI) pour créer une nouvelle initiative de financement dédiée à la Covid-19 via le programme existant European Financing Partners (EFP). L'initiative de EUR 280 M soutient des institutions financières et des entreprises dans les pays en développement et fait en sorte que les entreprises peuvent continuer à attirer des investissements. Depuis sa création en 2003, le partenariat EFP entre des IFD européennes et la BEI a soutenu 45 projets durables dans 17 pays, avec une valeur de plus de EUR 600 M.

Les IFD européennes ont également promu l'alignement dans la manière de mesurer et de rapporter l'impact sur le développement, le Joint Impact Model (JIM). Le JIM est un modèle publiquement disponible initié par Steward Redqueen, CDC, FMO et Proparco, auquel se sont joints la Banque africaine de développement, BIO et Findev Canada peu de temps après son lancement. L'objectif de l'initiative est de contribuer à la comparabilité, à la responsabilisation et à la transparence à l'industrie financière en mesurant les indicateurs d'impact clés de manière harmonisée.

Le portefeuille des 15 membres d'EDFI:

- EUR 43,8 milliards dans 6.140 investissements
   EUR 2,2 milliards de moins qu'en 2019 en
  raison de la pandémie de Covid-19.
- EUR 10,1 milliards dans le financement du climat, dont trois quarts sont des investissements dans l'énergie solaire, éolienne et hydro-électrique.
- Plus de EUR 17,4 milliards payés par des entreprises soutenues par EDFI (investissements directs, institutions financières et bénéficiaires de fonds) à leurs gouvernements respectifs sous forme d'impôts et de commissions.



#### **SDG Frontier Fund**

Le premier closing du SDG Frontier Fund a eu lieu le 10 mars 2020 avec EUR 25,3 M grâce à la participation de neuf investisseurs institutionnels et privés belges, y compris AG Insurance, Belfius Insurance, la fondation Roi Baudoin, Volksvermogen, vdk bank, plusieurs family offices et BIO. Son objectif est de générer un impact de développement élevé avec un rendement financier attrayant.

Après ce premier closing réussi, le SDG Frontier Fund cherche toujours des investisseurs pour atteindre la cible de EUR 50 M.

Le SDG Frontier Fund
est un véhicule de coinvestissement autogéré qui
cherche à investir, avec BIO,
dans des fonds de private
equity en Afrique et en Asie.
Le fonds pourra profiter de
l'expertise étendue de BIO sur
le terrain depuis 2001, tout en
bénéficiant de ses services au niveau du
middle et back-office.



Pour commémorer la création du SDG Frontier Fund, ses investisseurs ont reçu une œuvre d'art appelée *Hathor* de l'artiste digitale belge de la diaspora africaine, Audrey Marion Uhorakeye. Le design représente la déesse égyptienne Hathor et symbolise la vache sacrée Inyambo, très présente dans la culture rwandaise. Il y a un parallèle avec la déesse – une mère universelle et la créatrice de toute vie – portant un disque solaire entre ses cornes majestueuses.

Dans sa première année, le SDG FF a approuvé quatre investissements, dans African Rivers Fund III, Ascent Rift Valley Fund II, Excelsior Capital Vietnam Private Equity Fund et South Asia Growth Fund II.

- African Rivers Fund III est un nouveau fonds mezzanine, qui fournit du capital de croissance à approximativement 35 PME en Angola, en République Démocratique du Congo et en Ouganda, où la disponibilité de financements aux PME est limitée.
- Ascent Rift Valley Fund II est un fonds de private equity qui investira principalement dans des PME en forte croissance en Afrique de l'Est, avec un focus sur l'Ethiopie, le Kenya, l'Ouganda et avec la possibilité d'investir au Rwanda et en Tanzanie.
- Excelsior Capital Vietnam Private Equity Fund soutiendra la croissance de PME vietnamiennes établies actives dans différents secteurs, et bénéficiera dans ce cadre de l'intégration économique régionale en cours et répondra aux besoins de la classe moyenne en croissance de Vietnam.



 South Asia Growth Fund II est un fonds d'investissement avec une durée de 10 ans qui investira dans l'efficacité énergétique, la chaîne de valeur d'énergie propre, l'eau, et les produits et services environnementaux (déchets, aliments & agriculture, logistique et matériels). Le fond ciblera les entreprises au Bangladesh et en Inde.

 $\frac{48}{48}$ 

### Critères d'investissement

### Le champ d'application géographique

BBIO investit dans les pays les moins avancés, les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire, tranche inférieure (i.e. la liste du CAD de l'OCDE). BIO peut également investir dans des pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure et accorde une attention particulière aux pays partenaires de la Coopération belge au développement et aux pays moins développés.

Au total, directement et indirectement, BIO peut investir dans 52 pays. Les pays qui servent de centre financier offshore, comme défini par Arrêté Royal et par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, sont absolument exclus. Pour plus d'informations, consultez <u>la page web</u> de BIO.

Instruments:
capitaux propres & prêts
Finacement:
EUR, USD ou monnaie locale

**Préféré :**Agriculture (industrie)

Priorité aux PMEs et aux institutions financières

Énergie renouvelable

l'Amérique latine & les Caraïbes

la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Equateur, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, Le Salvador

l'Afrique subsaharienne l'Afrique du Sud, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, la Madagascar, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, la Zambie

l'Afrique du Nord & le Moyen-Orient

l'Algérie, l'Egypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, le territoire palestinien, la Tunisie

Asie

le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, l'Indonésie, le Myanmar, le Népal, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka, le Vietnam



# Situation financière et gouvernance d'entreprise

### Composition & rémunération brute Conseil d'Administration et comités d'investissement, d'audit & RH 2020

	Fonction	Rémunération l	Investissement	Audit comités	RH
Laurence Christians	Membre	€ 7.000		X	
Françoise Demeuse	Membre	€ 4.500			X
Koen Devoldere	Commissaire du gouvernement SPF Finances – jusqu'au 01.03	€ 2.000	X	X	Х
Jean-Claude Fontinoy	Membre	€ 10.000	X		
Xavier Godefroid	Président par intérim	€ 10.958			Х
Jan Kerremans	Membre	€ 7.000		X	
Carl Michiels	Membre	€ 5.000			Х
Peter Moors	Commissaire du gouvernement SPF Coopération au développement	€ 10.000	Х	Х	Х
Els Schelfhout	Vice-président	€ 12.979	X		
Nancy Van Den Broeck	Commissaire du gouvernement SPF Finances - à partir du 01.03	€ 11.000	Х	Х	Х
Bruno Van Der Pluijm	Directeur général pour la coopération au développement et l'aide humanitaire - jusqu'au 18.05	€ 4.000	х		
Annuschka Vandewalle	Membre	€ 11.000	Х		Х
Pieter Verhelst	Membre	€ 13.000	Х	Х	

### Composition du comité exécutif et de crédit

	Fonction	Ехе́сиtif comi	Crédit tés
Luuk Zonneveld	Chief Executive Officer	X	X
Yumi Charbonneau	Chief Legal Officer	Х	Х
Carole Maman	Chief Investment Officer	Х	Х
Denis Pomikala	Chief Finance Officer	Х	Χ
Pierre Harkay	Development & Sustainability Manager		Χ

Le Conseil d'Administration décide de la stratégie et la politique, et exerce un contrôle interne rigoureux sur base d'un reporting régulier. Il veille à la mise en œuvre du mandat de BIO et prend la décision finale pour tout projet d'investissement. Le Comité d'Investissement donne des avis au Conseil d'Administration en matière de décisions et d'analyses d'investissement et supervise le portefeuille. Le Comité d'Audit soutient le Conseil dans ses responsabilités en matière de contrôle interne au sens large du terme, y compris le contrôle interne sur le reporting financier. Le Comité des Ressources Humaines assiste le Conseil en matière de politique des ressources humaines.

### Composition Conseil d'Administration à partir de août 2021

	Functie
Samira Bersoul	Membre
Jean-Christophe Charlier	Membre
Laurence Christians	Membre
Walter Coscia	Membre
Annelies De Backer	Membre
Géraldine Georges	Présidente
Aline Godfrin	Membre
Illias Marraha	Membre
Peter Moors	Membre
Frédéric Van der Schueren	Membre
Dirk Van der Maelen	Commissaire du gouvernement SPF Coopération au développement
Eddy Van Der Meersch	Commissaire du gouvernement SPF Finances
Annuschka Vandewalle	Membre
Pieter Verhelst	Vice-président

 ٠.		
 2,	ı¬	-
 n	ıa	

Actif	2020	2019	2018
Immobilisations	580.846.298	576.118.749	487.131.336
Actifs incorporels	61.66	15.794	216.198
Actifs corporels	147.295	143.188	176.551
Investissements	580.637.937	575.824.768	486.738.587
Prêts	383.359.73	392.25.786	342.212.236
Capitaux propres	197.263.437	183.784.332	144.526.351
Divers	14.797	14.65	-
Actifs courants	481.37.38	447.487.489	467.868.8
Valeurs mobilières	459.934.838	422.438.15	448.791.995
Valeurs disponibles	7.76.33	1.833.994	9.11.716
Autres actifs courants	13.675.51	14.215.39	9.965.369
actif total	1.062.216.678	1.023.66.239	954.999.416
Capitaux & passif	2020	2019	2018
Capitaux propres	1.052.497.278	1.011.201.934	938.266.880
Capitaux	4.957.873	4.957.873	4.957.873
Réserves	993.329.692	968.329.692	903.329.692
Bénéfices cumulés	11.636.113	26.220.416	29.942.511
Subventions en capitaux	42.440.000	11.400.000	
Provisions et impôts différés	133.600	293.954	36.804
Passif	9.719.400	12.404.304	16.732.536
Dettes à un an au plus	2.336.352	2.354.302	9.819.977
Charges à payer et revenus différés	7.383.048	10.050.002	6.912.559
Capitaux et passif : total	1.062.216.678	1.023.606.239	954.999.416

Le total du bilan a augmenté de EUR 39 M (+4 %) passant de EUR 1.024 M à EUR 1.062 M. Cette hausse s'explique principalement par l'injection de capitaux et de subsides en capital opérée par l'actionnaire de BIO. Les immobilisations financières, constituées presque exclusivement du portefeuille d'investissement, a augmenté d'1 % en 2020. Les liquidités et les investissements sont passés de 42 % à 44 %. Les capitaux propres ont augmenté de EUR 38 M sous l'effet cumulé (i) des nouvelles dotations aux réserves indisponibles de EUR 25 M et aux subventions nettes en capital pour un montant de EUR 31,04 M et (ii) de la perte de EUR 14,584 M sur l'exercice. Les provisions pour risques et charges comprennent principalement le montant provisionné pour un éventuel ajustement de la TVA.

### Compte de résultat

	2020	2019	2018
Revenus	25.021.039	26.883.018	28.663.264
Revenus de trésorerie et valeurs mobilières	293.884	300.287	97.415
Revenus des prêts (intérêts + commissions) Revenus des titres de participation (dividendes + plus-	21.350.462	20.389.313	18.188.801
Revenus des titres de participation (dividendes + plus- values)	3.376.694	6.193.417	10.377.048
Coût des projets	<i>-</i> 575.334	-1.230.324	-1.448.402
Marge brute	24.445.706	25.652.693	27.214.862
Charges d'exploitation	-10.221.205	-9.469.585	<i>-8.875.667</i>
Marge nette	14.224.501	16.183.109	18.339.196
Provisions et dépréciations sur projets (coût du risque)	-27.247.825	-18.533.043	<i>-7.419.553</i>
Résultat d'exploitation	-13.023.324	-2.349.935	10.919.643
Résultat de change	-1.560.979	-2.226.735	333.052
Résultat exceptionnel		_	-
Résultat avant impôts	-14.584.303	-4.576.670	11.252.695
<u>Impôts</u>		854.574	-807.171
Résultat net	-14.584.303	-3.722.096	10.445.524

La croissance de l'encours des prêts (+1,5 %) durant l'exercice a permis de générer 5 % de revenus d'intérêts et de commissions supplémentaires. Le taux de rendement moyen du portefeuille de prêts est stable à 5,6 % depuis quatre ans. Les plus-values sur la revente de participations sont inférieures à concurrence de EUR 2,6 M à celles actées en 2019. Le portefeuille de fonds n'étant, compte tenu de sa structure, appelé à générer des plus-values significatives qu'à moyen terme, seules les participations directes sont évoquées ici. Les plus-values réalisées sur les participations directes sont volatiles par nature et tributaires des opportunités de sortie. BIO a perçu EUR 0,415 M de moins en dividendes sur ses participations. Seuls les dividendes des participations directes sont concernés. Déduction faite des dépenses directement liées aux projets (commissions diverses, frais de déplacement, frais de transferts bancaires, etc.) qui avaient diminuées fortement à la suite d'entre autres des restrictions sur les déplacements, la marge brute a cédé 5 %, dans la droite ligne de l'évolution des revenus. Les charges d'exploitation se sont accrues de EUR 0,752 M pour atteindre EUR 10,221 M, soit une augmentation de 7,9 % (7,2 % hors inflation). La marge nette cède dès lors 12 %, à EUR 14,2 M, un montant qui ne suffit pas à compenser la forte hausse du coût du risque. Le résultat d'exploitation affiche un solde négatif de EUR 13,023 M. Enfin, les instruments de couverture liés aux nouveaux prêts sous-jacents à la hausse du coût du risque ont été dénoués au premier trimestre de 2020, moyennant une perte de change nette supérieure à EUR 2 M. Ce montant avait été provisionné dans les comptes de 2019. BIO n'a pas de dettes en ce qui concerne les impôts pour l'exercice et elle achève l'exercice sur une perte de EUR 14,584 M.

# Par-delà l'éclipse II

### Un mot de Luuk Zonneveld, BIO Chief Executive Officer

### L'éclipse

D'après certains, la situation sanitaire dans les pays en développement a été moins fortement touchée par la pandémie de Covid-19 que dans le monde industrialisé, avec quelques exceptions notables en Inde, en Amérique latine et en Afrique du Sud.

les institutions

de financement du

nécessaires que jamais pour

gouvernements ne le

peuvent pas.

Cela s'explique peutêtre en partie par la population généralement plus jeune, qui est plus résistante au virus. La mobilité réduite au sein des pays ralentit également la propagation du virus. Un autre facteur, souvent négligé ou minimisé dans les médias occidentaux, est que beaucoup de ces pays – surtout en Afrique

subsaharienne et en Asie – ont déjà dû faire face à une demi-douzaine de pandémies virales au cours des dix dernières années. Les plans et mesures élaborés à la suite de ces expériences se sont révélés pertinents lorsque la Covid-19 a éclaté. Finalement, le nombre plus faible de tests et le manque de transparence ne nous permettent peutêtre pas d'avoir une vue complète de la situation.

Il y a des exceptions regrettables à cet impact plus faible. En Inde, deuxième pays le plus peuplé du monde, la forte densité de la population contribue à la propagation de la maladie. En Equateur et au

Pérou, les ports maritimes internationaux ont

probablement facilité l'afflux du virus. Et au Brésil (où BIO n'a pas encore investi directement) le gouvernement combine la négation à la mauvaise gestion de la développement sont plus pandémie.

intervenir là où beaucoup de Par contraste à et outre cet impact sanitaire, il y a un impact économique, souvent beaucoup plus important. Les gouvernements dans les pays industrialisés ont injecté des montants astronomiques dans les entreprises en

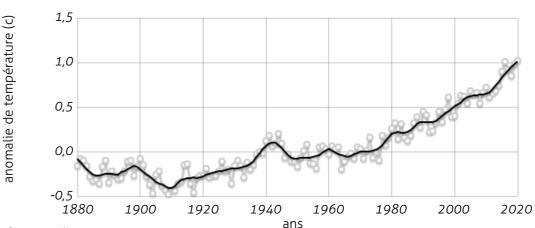
détresse et dans des mesures destinées à protéger les revenus – qui ne suffisaient toutefois pas à empêcher le ralentissement de leurs économies. Cela a entraîné une baisse des importations et exportations de biens et de services, ce qui affecte gravement le reste du monde – y compris des pays qui n'ont pas toujours les ressources financières et humaines nécessaires pour se remettre de ces coups.

En temps de pandémie, les institutions de financement du développement telles que BIO sont donc plus nécessaires que jamais pour intervenir là où beaucoup de gouvernements ne le peuvent pas. Ceci comprend la fourniture de capital d'investissement, de services financiers, de moratoires pour des prêts, ainsi que du capital supplémentaire nécessaire pour sauvegarder les entreprises qui risquent d'écrouler si elles ne sont pas soutenues.

Les IFD ont pris des mesures urgentes pour atténuer l'impact de cette crise, pour protéger leur personnel et pour soumettre des plans pour soutenir les besoins immédiats de leurs clients. Elles doivent toutefois également songer à l'avenir et investir dans de nouveaux projets à moyen et à long terme, jusqu'à ce que le virus ait été éliminé.



En temps de forte incertitude, où les flux financiers privés vers et dans l'Afrique se sont presque arrêtés, les IFD devraient investir de manière anticyclique afin de ramener d'autres investisseurs à ces marchés fortement touchés. Pour ce faire, elles ont besoin de soutien, en particulier une combinaison de capital avec partage des risques, et une nouvelle flexibilité pour apporter une réponse au-delà de leurs capacités actuelles..



Source: climate.nasa.gov

### Par-delà

Il est risqué de spéculer sur l'avenir tandis que la crise mondiale n'est pas encore apaisée. Mais même au moment où nous écrivons ce rapport, un nombre de perspectives émergent pour une vie après la pandémie.

Tout d'abord, beaucoup de pays en développement font preuve de résilience socio-économique et montrent les signes initiaux d'un fort rebondissement. Plusieurs pays africains retournent même à des chiffres de croissance records d'avant la pandémie. Les pays où BIO travaille semblent devenir toujours plus adeptes à naviguer les vagues de Covid. Ce qui améliore leurs prospects économiques à long terme et offre plus d'opportunités aux investisseurs pour faire de nouveaux investissements. Aujourd'hui, même si les risques peuvent en effet être plutôt élevés, il est également plus probable que les rendements se matérialisent et l'impact de développement plus élevé de ces investissements pourrait également battre des records.

Deuxièmement, la générosité domestique des pays industrialisés au plus fort de la pandémie mènera à des ressources réduites pour le soutien du et l'investissement dans le monde en développement pour les années à venir. Les IFD, qui disposent déjà de milliards en capital, seront donc plus que jamais nécessaires pour investir dans le soutien d'emplois

et de revenus et dans la création de revenus financiers pour leurs pays cibles.

Troisièmement, alors qu'il a été poussé à l'arrièreplan par la crise mondiale actuelle, le changement climatique est un désastre mondial beaucoup plus dangereux, qui avance à grands pas. Les effets de la pandémie dureront pendant plusieurs années. Le coronavirus a tué des millions de personnes et a plongé des centaines de millions de personnes dans la pauvreté et la famine absolues. Mais ce n'est rien comparé aux conséquences probables du réchauffement climatique.

Les pays industrialisés ne commencent que depuis récemment à découvrir les ravages causés par le changement climatique. En Afrique, en Asie et en Amérique latine de telles dévastations sont déjà beaucoup plus répandues et structurelles. Là-bas, la chaleur extrême, les sécheresses graves, les tsunamis, les inondations et les tremblements de terre deviennent le nouveau normal. Les mauvaises récoltes et l'accès diminué à l'eau potable suivent de près. Les fermes, les maisons et les communautés sont détruites, entraînant l'effondrement économique.



Des décennies ont été nécessaires pour sensibiliser au changement climatique. Aujourd'hui, même en prenant des mesures mondiales extrêmes, on pourrait avoir besoin de plusieurs décennies pour le maîtriser, pour autant qu'on y arrive. Ce sera une grande menace pour notre existence et notre façon de vivre, particulièrement pour les personnes les plus vulnérables dans les endroits les plus vulnérables. L'atténuation du et l'adaptation au changement climatique devraient être le fil rouge dans les politiques mondiales et tout particulièrement dans le financement du développement, dans la mesure où elles ne le sont pas encore.

C'est pourquoi BIO a pris l'engagement avec ses homologues membres d'EDFI d'éliminer les combustibles fossiles et de mobiliser du financement pour le climat par le secteur privé. Toutes les nouvelles décisions de financement s'aligneront sur les objectifs de l'Accord de Paris pour 2022 et les membres d'EDFI garantiront que leurs portefeuilles parviendront à zéro émissions nettes pour 2050 au plus tard. De nouveaux projets de charbon ou de pétrole brut ne seront plus financés. Le gaz sera progressivement éliminé pour 2030. Cet engagement ne concerne pas uniquement les investissements directs, mais également les investissements indirects faits à travers les fonds d'investissement et les lignes de crédit dédiées via les institutions financières.

Il y a beaucoup à faire, dans le sillage de la crise actuelle et face aux défis du changement climatique à venir. Les IDF, telles que BIO, sont idéalement placées pour jouer leur rôle et continueront à le faire.

La Société belge d'investissement pour les Pays en développement (BIO) est une institution de financement du développement créée en 2001 par la Coopération belge au développement pour soutenir la croissance du secteur privé en Afrique, en Asie et en Amérique latine. BIO fournit des financements de longue durée aux entreprises, au secteur financier et aux projets d'infrastructure privés, ainsi que des subventions au profit d'études de faisabilité et de programmes d'assistance technique. BIO investit dans des projets dont le rapport rendement financier/répercussions sur le développement présente une relation d'équilibre. Elle est membre de l'Association of European Development Finance Institutions (EDFI).



